



*Jean-Luc Mélenchon*

**COVID-19 :**  
**L'ENGRENAGE**



## PROLOGUE

Ce texte a été rédigé à partir des retranscriptions de plusieurs réunions-conférences avec des Insoumis. Mon objectif premier était de « repolitiser le moment » du moins dans la conscience de mes amis plongés dans l'ambiance émolliente du confinement. Puis il est apparu que le document réalisé pouvait être utile plus largement. Il n'a d'autre objectif que cette aide. Ce n'est ni un manifeste ni un document d'orientation prescriptif. C'est un point de situation. Comme tel il est daté dans une situation mouvante.

Le public de ces conférences se composait de personnes engagées très directement dans l'action du mouvement Insoumis pendant la période de confinement imposée par l'épidémie du Covid-19. Il s'agissait des équipes collaborant aux groupes parlementaires Insoumis à l'Assemblée nationale et au Parlement européen. Puis deux conférences avec de courts réseaux militants du Nord et de Bretagne sont venues compléter la série.

Le document a été réalisé au fil de 12 allers-retours entre mes interventions et leur décryptage. On complétait avec des chiffres ou des extraits de mes textes déjà diffusés. Dans cette boucle de travail, j'agissais comme conférencier et rédacteur. Trois personnes m'ont accompagné. Manon Dervin, collaboratrice du groupe Insoumis à l'Assemblée nationale, Antoine Salles-Papou et Paul Vannier, collaborateurs du député des Bouches-du-Rhône. Ces trois personnes avaient déjà été participantes à l'organisation de la série des six conférences sur « la théorie de l'Ère du peuple et de la révolution citoyenne » que j'avais assurées en 2019 et début 2020 dans divers instituts de sciences politiques et au siège du mouvement Insoumis. Les deux premiers sont auteurs d'ouvrages s'inscrivant dans la méthode de cette théorie. (1)

Le tableau de la situation présenté par ce document n'est pas exhaustif, cela va de soi. C'est un dessin à grands traits. Il est proposé à la lecture pour aider à la compréhension des événements et à la façon d'y trouver la place de notre action

comme personnes engagées politiquement. Le but est de montrer comment s'opère de façon concrète et matérielle la contamination de la crise sanitaire sur l'ensemble des activités.

-----

La première leçon à retenir c'est qu'il s'agit d'un processus de longue durée. Ses effets ne se manifesteront pas dans tous les domaines au même rythme ni de la même façon. Il faudra donc apprendre à les repérer et à prendre en compte toute la nouveauté qu'ils instaureront dans la réalité. Nous commençons seulement un parcours.

Cette analyse s'efforce de suivre aussi soigneusement que possible la méthode du matérialisme historique. On ne s'obsède pas des « *pourquoi* ». On étudie les « *comment* ». Comment la totalité des chaînes hautement circulantes de la production et des échanges se bloquent dans la crise du COVID 19 et quelles conséquences en résultent ?

Au terme de l'exposé je souhaite que l'on ait vu à quel point la pandémie met à nu, de la peau au squelette, les tares du modèle de production et d'échanges de notre temps. Et du même coup, comment elle souligne l'absurdité de la culture dominante qui lie les êtres aux structures auxquelles ils accordent leur servitude volontaire.

Pour finir, notre diagnostic est que le moment peut se dénouer dans un épisode révolutionnaire de prise de contrôle citoyen sur les structures de pouvoir de la société. Mais nous savons aussi qu'il pourrait évoluer à l'inverse en une séquence de prise de contrôle toujours plus serrée sur les citoyens par ces structures. Notre action politique vise à dénouer l'alternative du côté du pouvoir citoyen. Comment y parvenir. C'est une question d'action concrète.



## SOMMAIRE

<b>LE CADRE D'ANALYSE.....</b>	<b>10</b>
<b>L'EPIDEMIE EST UN FAIT ECOLOGIQUE .....</b>	<b>11</b>
Epidémies urbaines.....	11
Le fait écologique aux origines des pandémies.....	12
<b>LA PANDEMIE EST UN FAIT SOCIAL.....</b>	<b>15</b>
Le capitalisme est coupable.....	15
La signature sociale de la crise sanitaire .....	16
L'égoïsme social devient une faiblesse.....	17
<b>PANDEMIE DANS UNE ECONOMIE DE FLUX INTERDEPENDANTS .....</b>	<b>20</b>
Un système de production globalisé.....	20
De l'interdépendance des flux au krach sanitaire.....	21
<b>LA PANDEMIE CONTAMINE LE PETROLE ET LE DOLLAR.....</b>	<b>23</b>
Le pétrole, marchandise ultra-financiarisée.....	23
Le dollar dépend du pétrole.....	25
Le pétrole détermine la géopolitique de l'Empire.....	25
Faillite de l'économie du pétrole de schiste.....	27
Contamination de la bulle financière.....	27
<b>DE LA PANDEMIE A LA FAMINE .....</b>	<b>31</b>
La circulation ralentie des denrées.....	31
La financiarisation agricole.....	33
Le confinement et la famine.....	34
<b>LA PANDEMIE BOULEVERSE L'ORDRE GEOPOLITIQUE .....</b>	<b>36</b>
Une nouvelle crise de la mondialisation capitaliste.....	36
L'essor du capitalisme chinois.....	37
Le naufrage de l'Union européenne.....	39
La course du déconfinement.....	39
L'Europe allemande insupportable pour le sud.....	41
Le mauvais coup de Karlsruhe.....	42
Les âges de l'Europe.....	43
<b>LE PROBLEME DE LA DETTE (2).....</b>	<b>45</b>
Un point de blocage dans l'Union européenne.....	45

La surestimation de la dette .....	46
Le circuit absurde de la dette européenne .....	47
La petite annulation de la dette.....	49
La grande annulation de la dette.....	50
<b>LA DYNAMIQUE DE LA RUINE .....</b>	<b>52</b>
L'os dur de la réalité .....	52
Dans quelle direction ira la bifurcation ? .....	52
<b>EPIDEMIE ET METHODE DE COMBAT POLITIQUE.....</b>	<b>54</b>
Le risque du passage de l'autoritaire au totalitaire .....	54
Le concret comme point d'appui .....	57
De la conflictualité aux causes communes .....	58
La bataille culturelle .....	60
Produire les mots clés, tenir la tranchée .....	61
Être un recours dans le chaos social et politique .....	62
Militer au temps du coronavirus.....	64
<b>NOTRE FORCE POUR LA SUITE : L'AVENIR EN COMMUN .....</b>	<b>67</b>
<b>POSTFACE .....</b>	<b>71</b>

Covid-19

# L'ENGRENAGE

La violence, la durée et l'extension de la crise sanitaire confirment le fait que nous ne sommes pas dans une parenthèse de « temps suspendu » - un moment sans politique - où nous affronterions un épisode sanitaire, l'épidémie du COVID19 et où, pendant ce temps, le reste de la réalité nous attendrait sagement sur nos étagères.

Il faut donc analyser la façon dont l'évènement coronavirus disloque la communauté humaine en passant d'un domaine à l'autre des activités qui l'organisent. Pour étudier la trajectoire de cette contamination j'ai utilisé les outils proposés par « la théorie de l'ère du peuple » et la méthode du matérialisme historique. Puis j'ai traité des formes d'entrée de notre action de militants politiques dans ce contexte à la lumière du deuxième volet de cette théorie, celle de « la révolution citoyenne » et de son moteur essentiel, la revendication populaire spontanée d'auto-contrôle.

L'étude décrit des étapes de la propagation de la crise. Mais bien sûr, dans la réalité concrète, il n'y a pas de seuil tranché entre chaque étape de cette propagation. L'une procède de l'autre et s'y superpose comme une couche supplémentaire du réel qui surplombe et conditionne la solution du problème précédent. Après l'apparition de la pandémie et en conséquence de la crise économique et financière, fatalement, il y aura la crise sociale générale et comme expression de celle-ci, la crise politique.

Quand on en sera à la crise politique, tous les autres compartiments seront dominés par elle. Evidemment ce sera aussi un moment de réorganisation géopolitique du monde globalisé, où l'on verra la hiérarchie des puissances être remise en cause. Le sujet dominant sera « *comment et qui peut nous sortir de là ?* ». Alors reviendra la question essentielle pour les sociétés humaines : quelles règles s'imposent à tous et qui en garantira l'exécution ? Au total, il s'agit de mettre en œuvre une stratégie de révolution citoyenne adaptée aux circonstances particulières de ce moment



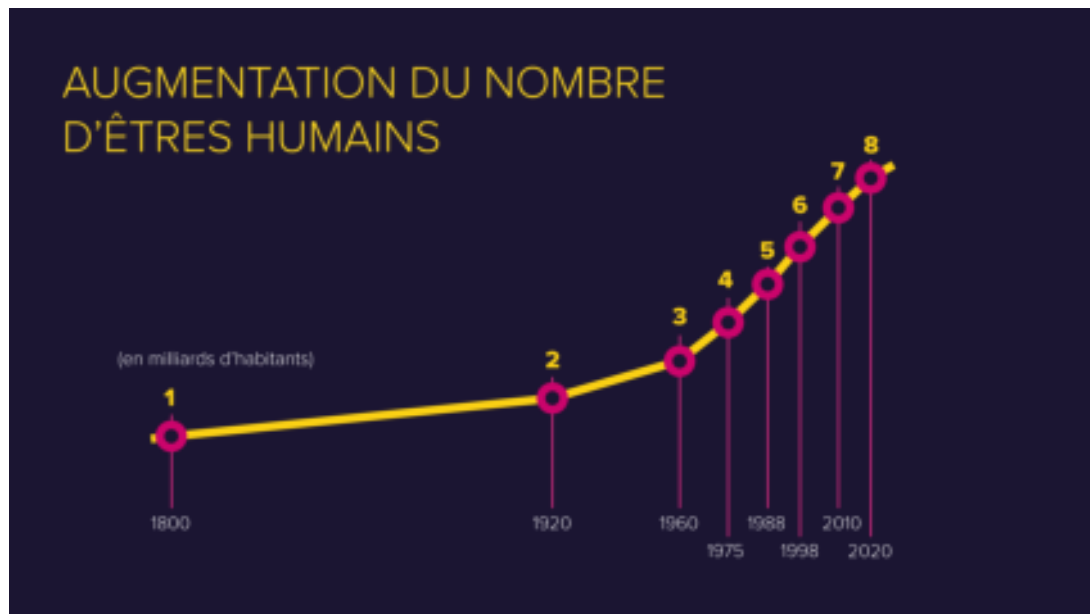
particulier. Un moment de grande opportunité pour changer en profondeur le monde dans lequel nous vivons.

## LE CADRE D'ANALYSE

La thèse centrale de « *l'ère du peuple* » est que l'augmentation du nombre des êtres humains jusqu'à sept milliards est le phénomène décisif du présent. Il s'observe avec netteté depuis les années 1950 seuil à partir duquel la prédation des humains sur la nature prend une forme exponentielle dans tous les domaines. Dans cette approche le pullulement humain doit se lire comme un fait écologique affectant la biodiversité globale dont il ne cesse jamais d'être une composante. Ce que l'on nomme l'Anthropocène. Cette propagation humaine affecte l'espace sous la forme de « *villes sans fin* ». Mais elle déforme aussi le temps en rendant toute activité dépendante de flux de toutes sortes, étirés en chaînes d'interdépendance de plus en plus longues. Tant et si bien que l'Humanité de cette ère dépend, pour produire et reproduire son existence, de son accès à ces flux qui s'opèrent par des réseaux formant eux-mêmes des chaînes d'interdépendance de plus en plus longues. La théorie postule que la forme de ce nouvel âge de la civilisation humaine est étroitement liée au régime économique qui structure l'activité humaine. Il s'agit du capitalisme financiarisé. Il a globalisé toute la sphère de la production et de l'échange. Dans ce contexte, l'économie de flux a remplacé l'économie de stocks et fait de la valeur d'échange la valeur première au péril de la valeur d'usage des choses.

# L'ÉPIDÉMIE EST UN FAIT ÉCOLOGIQUE

## Epidémies urbaines

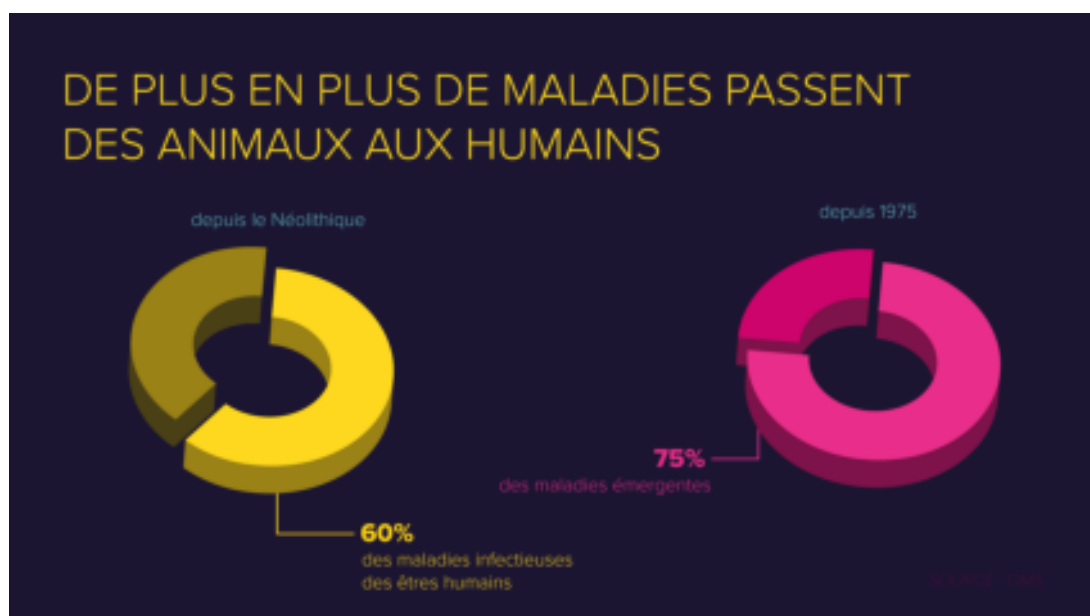


Dans « l'ère du peuple », l'humanisation de l'espace sous l'effet du nombre des humains prend la forme des « villes sans fin ». Au XIXe siècle, il a fallu attendre 120 ans pour passer de 1 à 2 milliards d'humains. Il n'a fallu que 12 à 14 ans pour gagner un milliard d'êtres supplémentaires depuis la seconde moitié du XXe siècle. Depuis 1950, la population mondiale a quasiment triplé. Et nous voici frôlant les 8 milliards dont plus d'un sur deux sont des « urbains ». Cette situation produit un mode de vie et des mutations de comportements qui nous ont conduit à parler « d'homo urbanus » comme pour décrire une nouvelle ramification de l'espèce humaine. Au moment de l'épidémie on voit assez bien comment ces concentrations humaines sont un vecteur de contamination parfait. Mais l'analyse ne peut s'arrêter à cela. Un mécanisme complexe est à l'œuvre. On va en chercher la trace dans l'histoire profonde pour bien le comprendre. Car les épidémies sont un invariant de la civilisation humaine. On commence à observer les épidémies au moment du néolithique et de l'apparition des villes. Les deux faits sont très liés. Car la ville c'est la civilisation des sédentaires qui centralisent l'agriculture et l'élevage. Alors les Hommes et les bêtes commencent à vivre confinés en commun. Alors commence à se produire la possibilité

du passage de virus des animaux aux Hommes. C'est une nouveauté, un choc biologique nouveau. On peut imaginer qu'avant ça, les humains avaient leurs parasites propres mais ces phénomènes étaient progressivement dominés par l'auto-immunisation. Le nomadisme faisait aussi un sérieux coupe-feu. Mais on peut aussi penser que les nomades ont été décimés plus violemment que les sédentaires précisément parce qu'ils n'avaient aucune capacité d'immunisation contre les virus que portaient ces derniers quand ils les rencontraient. Le résultat du contact de deux mondes séparés quant aux infections a été assez terriblement observé avec l'arrivée des Espagnols aux Amériques. Les indiens n'avaient ni vaches, ni chevaux ni aucun des animaux qui avaient transmis leurs virus aux humains dans le vieux monde.

Quand la domination des villes s'est imposée, la plupart des épidémies sont venues du passage de virus des animaux aux êtres humains. Au néolithique donc, les vaches nous ont transmis la rougeole, la tuberculose ou la variole. Des cochons nous avons pris la coqueluche, et la grippe nous vient des canards.

### Le fait écologique aux origines des pandémies



Dans la période récente, on observe non seulement que c'est toujours le cas mais que c'est de plus en plus fréquent. En raison du fait que les facteurs constitutifs de cette situation se sont aggravés : élevage intensif, destruction des habitats naturels et

multiplication des contacts entre les espèces. Ebola est venu des chauves-souris réfugiées dans les vergers des Hommes après la destruction des forêts où elles vivaient en Afrique. Les gripes H5N1 et H1N1 ont pour origine les élevages géants et cruels de poules et de cochons en Asie. Ainsi on peut aussi dire que l'épidémie est un fait d'écologie politique. Car c'est par l'impact de l'activité humaine sur la biodiversité que tout démarre. De cette façon, la domestication des plantes et des animaux qui accompagne la sédentarisation modifie aussi l'évolution de la biodiversité dont l'homme est partie prenante. Ainsi, la volaille représente de nos jours 70 % des oiseaux vivant sur la planète. Dans ces conditions les animaux domestiques évoluent ensuite en fonction des sélections qu'opèrent entre eux les humains. Ce qui les rend plus aptes à développer tel ou tel virus. Ainsi vient de la concentration en élevage géant un virus comme celui de la grippe aviaire. Les parasites passent de la volaille aux humains et mutent d'une façon strictement liée aux conditions sociales rendant possible cette migration. Enfin, l'accélération du rythme d'apparition des épidémies résulte directement de l'augmentation du nombre des élevages intensifs, de la circulation mondialisée des



produits de cet enfer. Mais surtout des humains qui les transportent. D'abord d'une mégapole à une autre, parmi 33 villes, véritables « bouillons de culture » interconnectés de plus de 10 millions d'habitants. Ensuite à l'ensemble des territoires par l'intermédiaire de tissus urbains plus ou moins denses, de leurs

réseaux tentaculaires et des personnes qui les font fonctionner : transports en commun, égouts, poubelles, etc. C'est ainsi que des épidémies localisées se transforment en pandémies mondiales pratiquement incontrôlables.

## LA PANDEMIE EST UN FAIT SOCIAL

### Le capitalisme est coupable

Un leader de droite a osé dire : « *le problème ce n'est pas le capitalisme, c'est le Covid 19* ». C'est certain : le capitalisme ne crée pas le virus ni la maladie. La crise sanitaire est un fait biologique. Mais le fait biologique n'a aucune signification par lui-même. Il ne prend de sens c'est-à-dire d'impact que dans le contexte particulier d'un moment spécifique de la civilisation humaine. Le capitalisme de notre époque crée les conditions écologiques de l'apparition du virus, puis les conditions sociales de la transmission aux corps des humains et enfin il réunit les conditions économiques de sa propagation à l'ensemble du monde globalisé. Sur ce plan il n'y a pas d'autre coupable du désastre que lui.

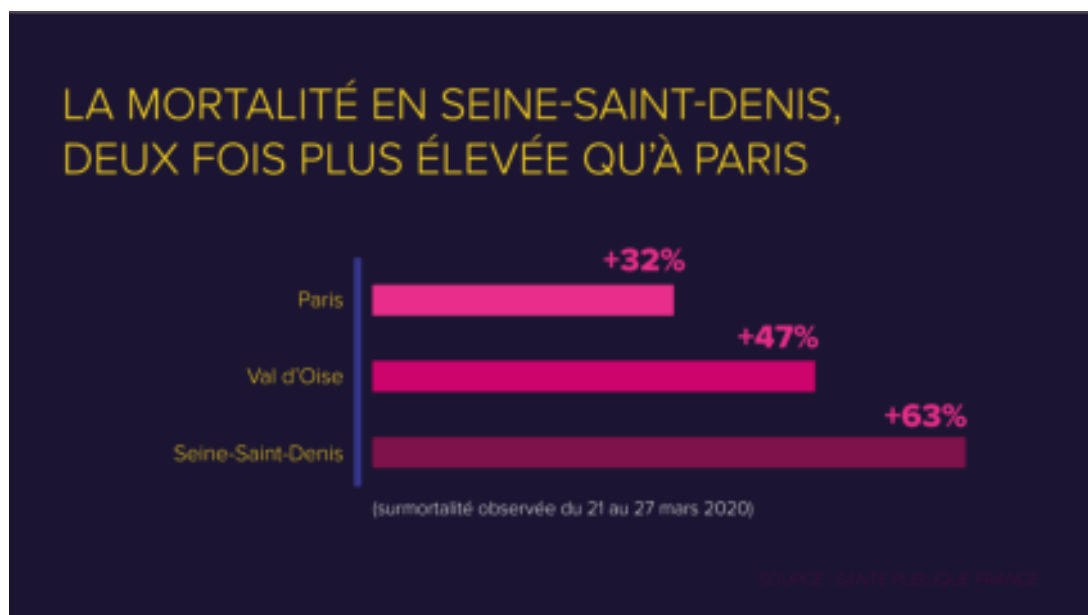
L'épidémie est alors surtout un fait social. Et elle se déploie d'ailleurs dans des conditions socialement déterminées. Elle affiche une préférence nette pour certaines zones et certains milieux : les zones surpeuplées et les secteurs pauvres parmi elles. L'épidémie met donc à nu ce qu'est notre époque. On réalise que les inégalités sociales jouent un rôle déterminant dans la mortalité provoquée par le virus. Plus on est pauvre, plus on est malade. La malbouffe, les logements indignes, l'exposition à la pollution, la pénibilité au travail créent des prédispositions facilitant la propagation du virus et de sa morbidité.

Les outre-mers en donnent un exemple douloureux et spectaculaire. Les inégalités et la pauvreté existantes, cumulées à l'abandon politique dans la gestion de crise risquent de se muer en drame, notamment à Mayotte. Dans ces régions, l'effondrement du réseau d'eau potable comme à la Guadeloupe et à Mayotte crée une situation de cauchemar pour les populations confinées. Les injonctions gouvernementales deviennent d'autant plus odieuses : comment « respecter les gestes barrières » quand il n'y a pas d'eau potable ? De même la paralysie des transports, et leur dépendance aux importations pour un grand nombre de produits de première nécessité déclenchent à la fois pénurie et envolées

des prix. Cela ne fera qu'aggraver les privations déjà aux limites du supportable.

### La signature sociale de la crise sanitaire

Le diabète, favorisé par l'obésité, elle-même corrélée aux faibles niveaux de revenus, a été constaté chez 20 à 30% des personnes décédées du Covid-19. Alors comme la Seine-Saint-Denis est le troisième département de France le plus touché par le diabète, il est le premier de l'hexagone à être décimé par le coronavirus. On découvre aussi que la pollution de l'air est une autoroute pour la propagation du coronavirus. Or, les plus pauvres sont les plus concernés par la pollution et les maladies respiratoires qui en résultent. Ils ont été refoulés sans cesse vers des lieux où la qualité de l'air est médiocre. Cette situation est aggravée par les conditions de logement. Au total, la Seine-Saint-Denis est le département le plus pollué de France et plus d'un million de personnes y vivent dans des habitations insalubres ou indignes.



Enfin, les colonnes de travailleurs de l'ombre, soignants, caissières, livreurs ou éboueurs, sont exposés davantage que les cadres qui ont l'opportunité du télétravail. Beaucoup des populations franciliennes reléguées en banlieue sont celles qui font tourner les services essentiels. Pour cela ils forment la fraction la plus mobile de la population, quotidiennement en transhumance.



Elle devient alors pour elle-même et pour les autres un foyer de contamination à large rayon d'action. Ceux-là sont confrontés à un cruel dilemme : risquer de contracter le virus pour ne pas mourir de faim, ou risquer de mourir de faim pour ne pas contracter le virus ? Quoiqu'il en soit, on meurt deux fois plus en Seine Saint-Denis qu'à Paris. La signature sociale de la crise sanitaire est ici bien résumée.

### L'égoïsme social devient une faiblesse

L'existence de telles inégalités à l'intérieur du milieu urbain global et d'océans de misère au sein même des pays les plus riches au cœur du capitalisme n'est pas fortuite. C'est la conséquence du néolibéralisme qui a proclamé pendant quatre décennies que la compétition de chacun contre tous était le meilleur mode d'organisation pour les humains. « La société n'existe pas » avait déclaré Mme Thatcher comme acte de foi de cette nouvelle religion du capitalisme. Par conséquent, toutes les solidarités organisées et construites par les États sous pression du mouvement ouvrier furent déclarées ringardes et attaquées. Partout, elles ont donc reculé, à des degrés divers selon la force de la résistance populaire rencontrée ici ou là.

Cet égoïsme social érigé en vertu suprême par le système pendant si longtemps apparaît maintenant comme une faiblesse des sociétés. Plus une société est organisée autour de ce principe, plus elle apparaît vulnérable face à l'épidémie. L'exemple le plus extrême est celui des Etats-Unis. Plus de personnes y sont déjà mortes du coronavirus que dans n'importe quel autre pays du monde. La culture collective du chacun pour soi dessine un monde où la férocité est la première aptitude partagée. Si en France, les rumeurs d'un confinement généralisé à la mi-mars avaient entraîné une ruée sur les denrées alimentaires de première nécessité, aux Etats-Unis, elles ont provoqué un doublement des ventes d'armes à feu. Depuis, on a vu dans certains Etats des manifestants anti-confinement armés. On imagine quelle mobilisation sanitaire collective est possible dans ces conditions.

Les Etats-Unis sont le pays du monde industrialisé le plus inégalitaire. Les inégalités sociales y rejoignent souvent un racisme

jamais éteint depuis les premières décennies esclavagistes de ce pays. À Chicago, les afro-américains représentent un tiers de la population de la ville mais ils font les trois-quarts des morts du Coronavirus. Cela s'explique par leurs conditions de logement, par le fait qu'ils n'ont pas accès à des soins de qualité et qu'ils ne peuvent s'arrêter de travailler et donc se confiner. En effet, il n'existe aucun filet de protection sociale, aucune solidarité collective capable de faire face à un choc de cette nature. Au pays de l'oncle Sam, il n'y a pas de système de santé publique. C'est le règne des assurances privées. Près de 30 millions d'américains n'en possèdent aucune. Pour eux, un passage de quelques jours à l'hôpital annonce forcément une facture de plusieurs milliers de dollars à payer. 50 millions d'autres états-uniens sont mal assurés, avec une couverture minimum. Mais il y a pire. Les contrats d'assurance santé sont dans la plupart des cas liés au contrat de travail. Conséquence : lorsqu'on perd son emploi, on perd aussi généralement sa couverture santé. Evidemment, cela incite tout le monde à continuer à travailler, même malade, et donc à continuer de propager la maladie.

Malgré cela, 20 millions de travailleurs américains se sont inscrits au chômage en un mois. La vérité est sûrement bien plus terrible : puisque les chômeurs n'ont le droit à presque rien, beaucoup ne prennent pas la peine de se signaler administrativement. Toujours est-il que des millions de personnes sont plongées dans la pauvreté la plus totale sans aucune compensation. À New-York, 40% des locataires ne savent pas comment ils vont payer leur loyer le mois prochain. Le loyer n'est qu'un exemple puisque pratiquement tous les ménages américains sont lourdement endettés pour leurs études passées, leur voiture, leurs achats de consommation courantes. Ils se dirigent donc vers un défaut de paiement populaire généralisé.

À l'inverse du modèle américain, le cas de l'Etat indien du Kerala a été noté pour son efficacité dans la lutte sanitaire. Cet Etat de 35 millions d'habitants est dirigé par un gouvernement à majorité communiste. Il est le premier de la péninsule à avoir été touché par le coronavirus, dès le 30 janvier. Mais il présente des résultats impressionnants : seulement 4 morts et l'épidémie stoppée. Cela s'explique par des investissements publics importants dans les

hôpitaux (485 millions d'euros ces dernières années) et un confinement assorti de mesures sociales. Le gouvernement a mis sur pied un réseau de distribution alimentaire, annulé les remboursements des petits crédits, fourni une avance sur les petites retraites. Tout cela a permis à la population pauvre d'être en situation de respecter le confinement. Pour les travailleurs migrants, des hébergements d'urgence ont été construits. Dès lors, le Kerala a pu éviter les énormes déplacements de population constatés partout ailleurs en Inde à l'annonce du confinement. Par ailleurs, l'existence d'assemblées locales dans les villages a permis d'organiser rapidement et à grande échelle une campagne pour dépister, faire des enquêtes épidémiologiques et isoler les malades. La comparaison entre le Kerala et les Etats-Unis montre que l'entraide, les solidarités et la mobilisation populaire sont des facteurs de solidité dans les épreuves pour la société.

# PANDEMIE DANS UNE ECONOMIE DE FLUX INTER-DEPENDANTS

## Un système de production globalisé

On voit que la propagation de la crise sanitaire devient une crise économique majeure et généralisée. Il en est ainsi non pas seulement parce que le système de production est mondialisé mais parce qu'il est globalisé. Il l'est d'une manière spécifique à « *l'ère du peuple* ». Concrètement : les chaînes d'interdépendance de la production et de l'échange sont extrêmement longues. La mise en réseau suppose des flux denses, constants et rapides. C'est le cas évidemment dans l'industrie où pour la moindre production, il faut des pièces elles-mêmes produites aux quatre coins du monde. D'un autre côté, la nouvelle division internationale du travail spécialise et délocalise la plupart des activités manufacturières. Elle ne le fait pas pour des impératifs techniques concernant les matières premières ou les pièces. Elle le fait en fonction d'une géographie purement sociale très précise. Il s'agit de produire chaque élément là où le prix de la main d'œuvre est le moins cher et donc où le rapport de force social lui est le plus favorable. Cet impératif fragilise la globalisation qu'elle rend toujours plus dépendante de ces longues chaînes longues d'approvisionnement. Tel est par exemple le cas de l'industrie pharmaceutique en Europe au moment où elle est si sollicitée. Il y a 30 ans, 80 % des médicaments étaient produits en Europe. C'est 20 % aujourd'hui, la plupart des matières premières transformées viennent d'Asie. Seuls les prix sociaux de la production justifient cette situation.

Mais c'est vrai dans tous les domaines de l'activité humaine. Ici il est important de percevoir comment cette globalisation est également un fait culturel induisant des demandes communes simultanées. La globalisation nous dicte un mode de vie, des goûts particuliers et homogènes dans le monde entier. Ainsi voit-on par exemple, en pleine crise, des gens faire la queue sur trois kilomètres, des heures durant, pour manger du MacDo. Ici se confirme combien la façon dont nous consommons est profondément ancrée en nous. Elle nous pousse à préférer ce qui nous paraît, par la force de l'habitude, désirable, sûr et convenable. On voit dès lors également que ce sont autant de

points sur lesquels la chaîne peut rompre. Arrivera le moment où l'on n'aura pas les pommes de terre, plus la viande, plus le ketchup pour faire des hamburgers. Car cet assortiment repose sur de longues chaînes de fournitures. Ce sont autant de chaînes longues de dépendances qui tiennent par la laisse de leurs conditionnements des millions d'êtres humains. Il va de soi que la rupture d'approvisionnement est alors vécue très directement par eux comme une faillite du système.

### De l'interdépendance des flux au krach sanitaire

La première séquence du processus donc, c'est la crise sanitaire : son contenu biologique est au premier plan. La deuxième étape, c'est la désorganisation économique qui en résulte. Elle surplombe alors toute la scène et empêche elle-même de régler la situation sanitaire. Par exemple, il n'y a plus de masques et personne ne sait comment faire pour s'en procurer. De même pour les tests et les réactifs.

Ici se touche du doigt la caractéristique essentielle de la structure de production à « *l'ère du peuple* ». Les flux tendus de la production globalisés reposent sur les moyens de transports. Navires, avions, camions, trains sont cruciaux. Mais ils sont mis en mouvement par des êtres humains et dépendent eux aussi de chaînes longues d'approvisionnement et d'accompagnement.

Le virus paralyse les humains dont dépendent les transports. Parfois cela provoque un résultat peu connu. Ainsi sait-on que 35% des échanges mondiaux en valeur se font par avion ? Autrement dit, l'avion sert à transporter des choses de petite taille mais dont le prix est élevé. On peut en déduire que ces hautes valeurs ajoutées occupent à leur tour une place décisive dans les chaînes d'interdépendances. C'est le cas. Ici on trouve les smartphones... ou les vaccins. Alors augmentent les facteurs de rupture de chaînes décisives. Ainsi avec des avions cloués au sol, le risque de pénurie de vaccins dans de nombreux domaines, notamment contre la rougeole, est grand, a déjà averti l'Unicef.

A l'échelle mondiale, 90% du volume de marchandises transite par la mer. Près de 60 000 navires de commerce sillonnent les océans

en permanence. Les dockers et autres « lamenteurs », chargés des opérations très complexes d'amarrage ou d'appareillage des géants des mers, sont précieux. Il n'y a pas de télétravail possible dans ce métier. Quand certains ports sont mis en quarantaine, d'autres se retrouvent vite saturés. Il y a un temps défini pour transporter, faire transiter, décharger chaque conteneur. Toute perturbation augmente les coûts. Tout changement de prix est un perturbateur supplémentaire du flux tendu pour ses commanditaires. Le flux permanent n'est pas seulement celui des marchandises. C'est aussi celui des habitants des grandes métropoles. La spécialisation de l'espace, entre quartiers riches centraux et pauvres périphériques, autant qu'entre zones résidentielles, productives et commerciales distinctes induit des déplacements contraints nombreux et quotidiens.

Notre monde est celui de l'abondance supposée et de la surproduction permanente équilibrés par le marché et le mécanisme des prix. Comme nous sommes une société de flux et même de « flux tendus » dans la production et dans l'échange, c'est évidemment en affectant la permanence des flux et leur interdépendance que va se propager bien vite le blocage général.

C'est pourquoi il faut s'intéresser de près au circuit « circulant » central de l'économie capitaliste. Car bientôt la crise du lien qui fonde et unit tous les comportements dominera et déterminera tout. Il s'agit de la circulation de l'argent. Le cœur du capitalisme financier. Car par ce vecteur la panne économique provoque la crise financière.

## LA PANDEMIE CONTAMINE LE PETROLE ET LE DOLLAR

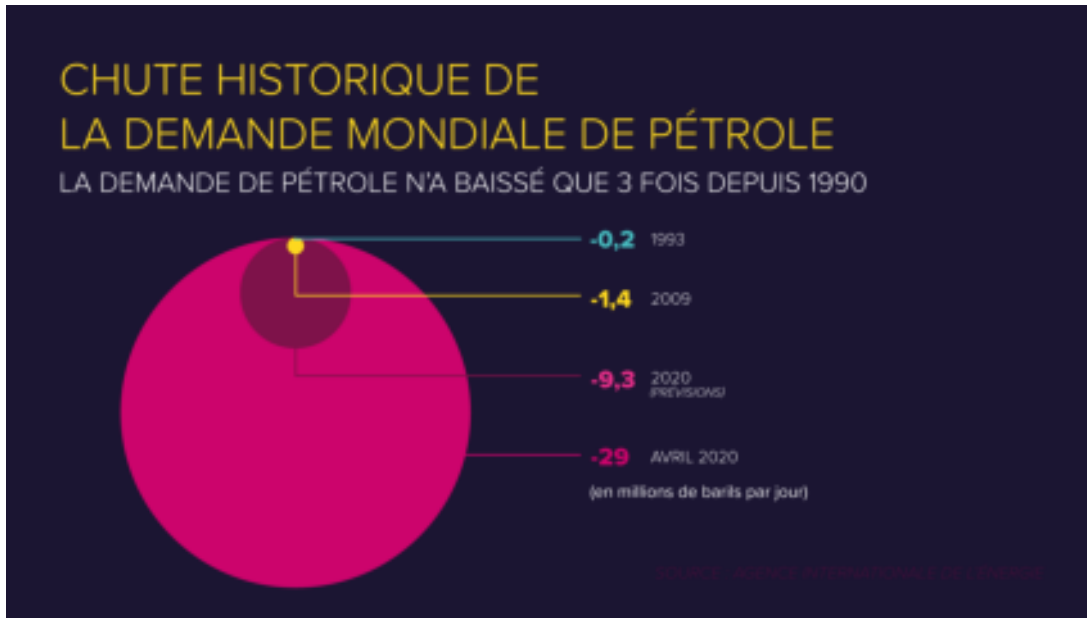
Le blocage économique contamine mortellement le corps financier. Au cours de l'étape actuelle, nous entrons en effet dans le moment du bug financier. Quel vecteur de transmission ? Comme la crise sanitaire, la crise financière se propage par la globalisation. Elle se propage par le vecteur commun de toute l'économie capitaliste : la consommation d'énergie et surtout le pétrole. Le pétrole est le cœur de la mobilité permanente de nos sociétés. Cette mobilité est non seulement un état de fait mais quasiment un idéal. C'est le rêve vendu tel un accomplissement personnel absolu d'être le matin à Paris, l'après-midi à Tokyo et le soir à New-York. Mais si cela reste un idéal individuel absurde, le déménagement permanent est une réalité pour des ailes de poulets surgelées, des fraises hors saison, des écrous et des chemises, des ordinateurs, des molécules chimiques et ainsi de suite.

### Le pétrole, marchandise ultra-financiarisée

La connexion entre le moment sanitaire et la crise économique mondiale va surgir largement du commerce du pétrole. D'abord pour des raisons purement physiques. Ensuite pour des raisons financières liées au rôle particulier de la circulation du pétrole dans l'économie capitaliste contemporaine. Enfin pour des raisons géopolitiques. Voyons cela.

La pagaille pétrolière physique est un mécanisme simple. Comme plus personne ne circule, on ne brûle plus de pétrole. D'après le dernier rapport de l'agence internationale de l'énergie (AIE), la chute de demande équivaut à « sept fois celle liée à la crise financière de 2008 », soit la perte de toute la demande d'énergie de l'Inde, troisième plus grand consommateur mondial. Comme les pays pétroliers refusent d'arrêter de pomper, il faut stocker les excédents. Et la machine spéculative à haute-fréquence s'est enrayée. Habituellement, un baril de pétrole est échangé des milliers de fois sous forme de contrat de papier avant même d'être extrait et livré physiquement. C'est la financiarisation extrême du marché. Les traders achètent des barils imaginaires, espérant les revendre à court-terme en profitant de cours plus haut, empochant

des bénéfiques au passage. Mais comme plus personne ne consomme de pétrole, il n'y a plus d'acheteurs. Et les vendeurs abondent sur un marché fictif où est possédé en masse du pétrole dont ils n'ont jamais voulu. Les traders se sont donc retrouvés à la fin du mois à pratiquer des prix négatifs, prêts à tout pour éviter de stocker des barils bien réels.



C'est un krach. C'est évidemment une aberration. Mais c'est surtout une catastrophe plus profonde encore qu'il n'y paraît. Car c'est là le cœur de l'économie capitaliste mondiale actuelle. La circulation du pétrole entraîne celle des paiements en dollars. C'est le circuit de l'artère suprême du capitalisme et de l'empire. En effet, ne vous y trompez pas. Les flux de paiements dans l'économie mondiale font la valeur du dollar. Ce n'est pas celle des Etats-Unis. Car leur richesse réelle, c'est-à-dire la part de leur PIB qui correspond à une production réelle (pas les services financiers) est très faible. L'agriculture correspond à moins de 2%. L'industrie ne représente même pas 17% de leur économie - et même 9% pour l'industrie manufacturière. Ils importent tout. Ils comblent continuellement leurs déficits en « imprimant » des dollars puis en misant sur le fait que tout le monde a besoin de ces dollars pour acheter le pétrole. Oui, la valeur du dollar repose largement sur le fait qu'on en a besoin pour payer le pétrole. C'est avant tout la monnaie d'une économie de flux. L'économie de service et donc la circulation de la masse de dollars sans contrepartie matérielle aux



USA fait tourner le business. Et le système mondial globalisé en dépend pour rester en état de fonctionnement.

### Le dollar dépend du pétrole

La panne sèche de circulation du pétrole percute le rôle du dollar comme moyen de paiement universel. Car le paiement du pétrole est la première dépense mondiale. Les revenus du pétrole sont détenus par des économies naines obligées de placer leurs avoirs dans les circuits bancaires mondialisés essentiellement anglo-saxon. 80 % de la finance mondiale passe par les USA et la Grande-Bretagne et sont libellés en dollars. Sans paiement du pétrole et des échanges mondiaux, le dollar est seulement la monnaie d'un pays super endetté, en état de ruine agricole et industrielle. Une monnaie dont la masse en circulation, si elle est échangée contre des biens matériels aux USA, s'effondrerait en une hyper inflation sans précédent.

Aujourd'hui – stupeur ! - les titres pétroliers sont source de fragilité. Les producteurs n'auront bientôt nulle part où stocker leur pétrole. Les supertankers mouillent au large des côtes américaines, les cales remplies à ras bord de l'or noir. Après le krach du mois de mars, le Fonds pétrolier des Etats-Unis a annoncé la vente de tous ses avoirs de brut américain livrable en juin. Cette décision a fait chuter les cours de pétrole sur les marchés asiatiques. Un effondrement à forte menace d'effet boule de neige. Pourtant les trois décennies passées ont été celle du pétrole roi des valeurs. La plus belle progression, la plus stable, a été celle du pétrole. Ayons une idée de cette envolée. La première guerre du golfe a été déclenchée parce que Saddam Hussein voulait voir passer le baril de 9 dollars à 13 dollars pour payer sa dette. Pourtant le baril est passé par la suite assez rapidement à 100 dollars.

### Le pétrole détermine la géopolitique de l'Empire

Les Etats-Unis ont serré la gorge de tout le monde pour faire monter les cours. Car à partir d'un certain seuil, entre 40 et 60 dollars le baril, le pétrole de schiste était rentable. Grâce à de tels cours, tout d'un coup, les Etats-Unis sont devenus excédentaires

en pétrole. Ils sont devenus acteurs du marché et des cours de l'or noir. Et ceux-ci alimentent directement leur puissance. C'est pourquoi ils sont tellement nerveux à présent. Plus ils dépendent du pétrole, plus ils sont sensibles à tout ce qui s'y rapporte. Tout pays contrôlant une réserve importante du pétrole mondial est une menace potentielle sur les cours qu'il peut influencer à la hausse ou à la baisse sans tenir compte des intérêts des USA au moment donné. C'est le cas du Venezuela, première réserve du monde. Les USA sont allés en Afghanistan pour couper la route d'un pipeline après que la compagnie US ait perdu le contrat avec le gouvernement des talibans avec qui ils s'entendaient à merveille jusque-là. Dès que ce pipeline a été orienté vers la Chine au lieu d'aller en Méditerranée comme le prévoyait l'Empire, la guerre a commencé. Les Twins Towers ont offert un magnifique prétexte. Maintenant, ils n'ont plus rien à faire en Afghanistan sinon écouler les surplus de leur industrie d'armement. Quel effroyable gâchis ! Un jour de guerre en Afghanistan aurait pu financer l'alimentation et la scolarisation de tous les enfants afghans pendant un an. Pourquoi donc financer cette guerre sinon pour y défendre des intérêts pétroliers, seuls capables de leur faire perdre beaucoup plus que cela ne leur en coûte ? Une forme moderne de victoire à la Pyrrhus. Si on peut parler de victoire... De même pour la Syrie. L'invasion de la Syrie par les troupes mercenaires du Qatar et de l'Arabie Saoudite (Daech, Al Nostra etc.) s'est faite pour empêcher qu'un pipeline passe par l'Iran. L'intervention en Libye s'est faite au moment où se renégociaient les contrats de pétrole de l'ouest des pays loignés par les Qataris et leur allié Sarkozy.

Toutes ces guerres contemporaines ont eu pour objet le pétrole et le gaz. Car ce sont à la fois des matières premières rendues irremplaçables à l'ère des énergies carbonées et les vecteurs du royaume du dollar. Je dois aussi mettre dans cette liste la situation de l'Ukraine. Là c'est pour couper la route des pipeline russes qui alimentent les Allemands et l'Europe. C'est aussi pourquoi, dans les accords de libre-échange signés notamment avec le Canada, il y a l'ouverture à l'importation de pétrole de schiste. Idem ces deux dernières années entre les USA et l'Union Européenne. Pour fourguer son pétrole, Trump menaçait l'Europe de guerre commerciale à coups d'augmentation de taxe sur les importations de berlines allemandes. Pris de panique, Juncker, dans une

déclaration, le 25 juillet 2018, a promis d'ouvrir de nouvelles discussions sur les importations de GNL, et donc gaz de schiste. Conséquences concrètes : les importations de GNL américain ont augmenté +181% en mars 2019 en Europe. C'est ça le but : que nous ne dépendions pas de la Russie pour le pétrole et le gaz mais seulement des USA. Vu de haut, il reste une bataille menée pour la maîtrise de flux et le contrôle de réseaux dont dépendent le fonctionnement de tous les autres réseaux et flux dont dépendent eux-mêmes les êtres humains pour produire et reproduire leur existence matérielle.

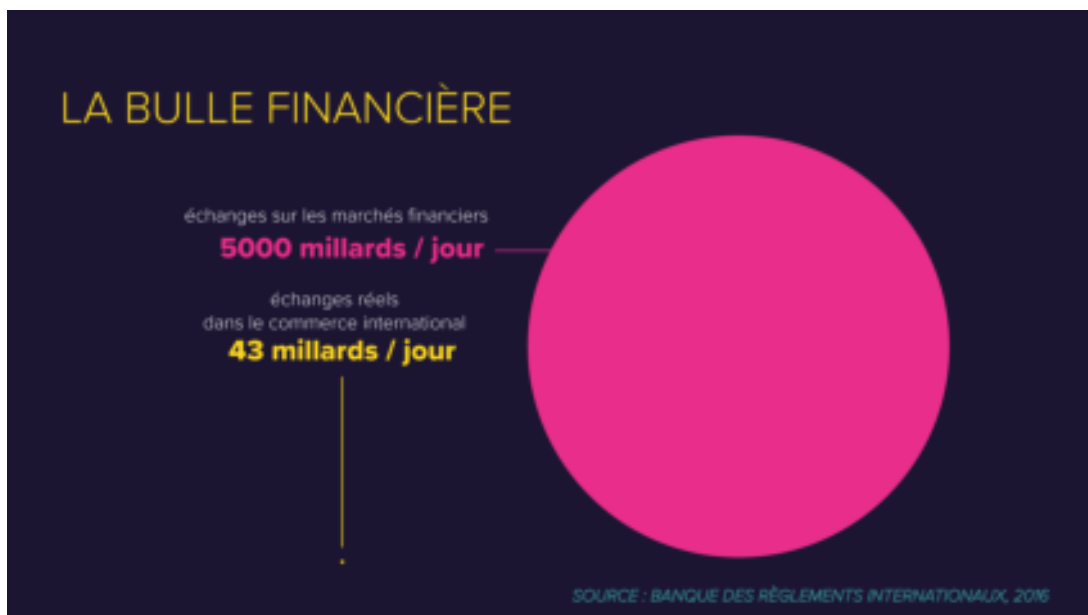
### Faillite de l'économie du pétrole de schiste

La faillite de la valeur d'échange du pétrole contamine à son tour la sphère financière par le biais de circulations internes toxiques. Aujourd'hui, le cours du pétrole s'effondre donc le pétrole de schiste ne vaut plus rien. Si vous êtes possesseur d'un titre investi dans une exploitation de cette sorte, vous pouvez fouillez vos poches et sortir l'argent. Il s'agit de payer pour le stocker, pas de le vendre. Le pétrole de schiste par fracturation coûte plus cher que les autres productions. Quand vous faites un puit de pétrole, vous sondez et vous finissez par trouver un endroit où il y en a. Vous achetez des droits d'extraction dans des zones énormes et vous faites des trous plus ou moins au même endroit. Jusqu'à que vous tombiez sur la bonne poche d'huile. Pour le pétrole de schiste on perce un trou on envoie de l'eau et ça repousse toute l'huile en surface. Mais le rayon d'extraction est faible. Et quand plus rien ne sort on perce un nouveau trou plus loin et on recommence. On perce beaucoup. Donc pour l'extraction par fracturation hydraulique, les compagnies de pétrole de schiste ont des coûts d'exploitation très lourds. La masse des investissements est considérable. C'est pourquoi le seuil de rentabilité de ce pétrole est si élevé. Le coronavirus a tué ce circuit. Il ne savait pas que c'était celui du sang du monde actuel.

### Contamination de la bulle financière

Mais il y a une autre source d'extrême fragilité pour la circulation du dollar. C'est le deuxième vecteur de contamination. Il concerne la masse financière des titres et valeurs boursières ou financières.

80 % sont libellés en dollars. Là-dedans il y a des milliards faits de titres constitués de toutes sortes de composants incertains. On y trouve tout et n'importe quoi. Ils contiennent des fonds pourris et des parties saines. La proportion de pourriture est variable, la fragilité est donc une inconnue générale et changeante. C'est la raison pour laquelle la crise des subprimes – elle a commencé d'une personne perdant les moyens de payer sa maison - a fait s'écrouler le système capitaliste financier mondial. C'est le propre des systèmes métastables, à la limite de l'équilibre : ils sont sensibles à une modification insignifiante des conditions initiales. Un coup de vent, une carte vacillante, et tout le château soudain s'écroule.



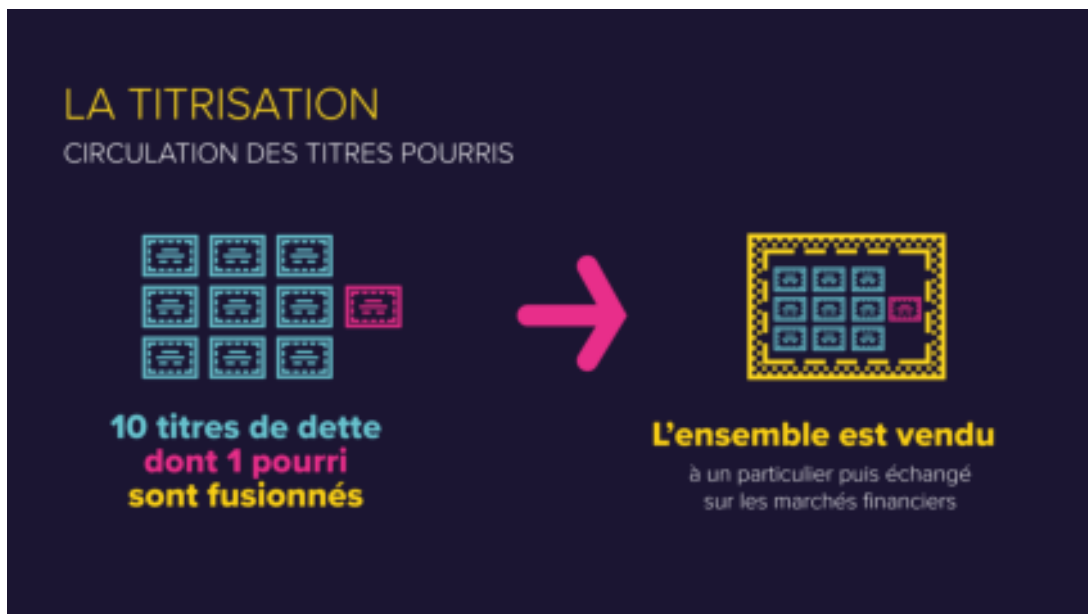
Là nous avons affaire à une masse d'argent contenant des titres de dettes pourries. Le processus de la titrisation injecte le venin de la banqueroute à l'intérieur de l'organisme financier. La fabrication est simple : on a des titres pourris, on les découpe en morceaux et on les met dans des bocaux dans lesquels il y a des morceaux d'autres choses supposées saines. Et plus personne ne sait où se trouve quoi ? Tant que ça tient. Jusqu'au moment où un bout s'effondre et diminue la valeur du mix. D'où un effet boule de neige sans aucune parade possible. Le pétrole massivement dévalué resté sur les bras des banques va aggraver la dissémination de ces titres pourris dans le système financier.

Le troisième vecteur de circulation du Covid-19 en maladie de la finance et du dollar est l'ample et ténébreux système des prêts entre les grandes entreprises. La banque grise. Là encore il s'agit d'une circulation de titres de dettes dont personne ne connaît ni le montant ni la solidité. En 2008, il avait été convenu que le cœur du danger était là. Qu'a-t-on fait depuis ? En Europe, non seulement la titrisation n'a jamais été interdite mais ils ont fait mieux : autoriser les entreprises à titriser leurs propres dettes. Cela s'est passé en 2015 sous l'autorité de Michel Barnier. J'étais alors député européen et j'ai voté contre ça. Ça vaut la peine de regarder ce que les eurolâtres de tous bords ont voté à propos de ce droit de titrisation des dettes des entreprises privées. Dans la circulation financière mondiale, la titrisation est la maladie secrète du capitalisme financiarisé. Qu'est-ce que c'est, un titre pourri ? Pas forcément un titre dont on se disait au départ qu'il l'était. Comment aurait-on pu prévoir un prix négatif du pétrole ? Mais on peut avoir aussi des alliages volontairement pipeautés. Comme si on vous vendait de la viande hachée avec une proportion de gelée ou d'abats certes de moindre valeur mais garantissant un poids ensuite vendu au prix de la viande.

Ce processus est connu des manipulateurs de titres financier. C'est pourquoi la perte de confiance se répand. On vend. Les cours s'effondrent. Mais l'accumulation continue. Sous une forme protégée des risques des flux. Ce que l'on appelle les « *valeurs refuges* » portent bien leur nom. Le refuge, une halte où attendre. L'accumulation se réfugie pour attendre. On sait comment. Quand le modèle de l'économie de flux s'enraye il se produit une fuite devant les valeurs incertaines qu'elle contient. La tendance est à la prudence. Il faut posséder pour de vrai, c'est-à-dire autre chose que des bouts de papier à prétention de valeur d'échange au moment où vous constatez que ce n'est pas le cas. C'est le retour des valeurs matérielles stables, c'est à dire concrètes, le meilleur des refuges. Tout ce qui n'est pas fermement gagé sur une valeur matérielle réelle est suspect.

Les valeurs refuges, ce sont alors toute marchandise stockable en petit volume avec une haute valeur ajoutée et une valeur d'usage garantie. On connaît son nom. C'est l'or la garantie la plus sûre.

Pas le dollar. Donc le prix de l'or explose comme à chaque crise financière globale quand le signe monétaire ne correspond plus à aucune valeur matérielle produite. Et que cela se sait. L'or redevient le stock le plus facile à constituer avec la plus haute valeur ajoutée dans le volume le plus petit. Ce retour au réel des valeurs matérielles réellement produite et effectivement consommable est une descente aux enfers pour le système général de l'économie capitaliste financiarisée. Il en est la négation. Il y a quelque trente ans, les banques centrales étaient invitées de tous côtés à vendre leur stock d'or considéré comme une réserve typique de « l'économie barbare ». Les joueurs de flutes répétaient que c'était indigne au moment où l'industrie des composants électroniques avait besoin d'en voir baisser les cours « pour offrir des produits moins chers ».



## DE LA PANDEMIE A LA FAMINE

### La circulation ralentie des denrées

Nous venons de voir le rôle du COVID 19 sur les réseaux et les flux dont dépend toute l'économie capitaliste de notre époque. C'est seulement un point de vue macro-économique sur l'économie globale. Mais pour suivre la théorie de « *l'ère du peuple* » il faut aussi et surtout, étudier le type de dépendance la plus primaire qui lie nos sociétés humaines. Ici je choisis de convoquer une urgence quotidienne : la nourriture. Au fond au point de départ de « *l'activité économique* » humaine, il n'y a pas d'autres buts que de se procurer à manger. C'est d'abord de cette façon que les humains produisent et reproduisent leur existence matérielle individuelle. Je veux donc à présent évoquer la panne alimentaire en marche. Elle est tellement significative de la façon dont s'articule l'économie de flux en réseaux dont l'accès est bloqué par un évènement fortuit apparemment sans rapport avec le sujet de l'action : le COVID 19.

La famine dans les régions du « *monde développé* » est un phénomène régressif de premier ordre. Et comme tel un détonateur social très virulent. Là encore les mécanismes de la globalisation fournissent les vecteurs de propagation. Le système alimentaire mondial est tout entier basé sur des chaînes d'interdépendances longues, des flux permanents et dépend de la mobilité. Pourtant si un domaine d'activité semblait devoir y échapper, c'était bien celui-là. L'autosuffisance alimentaire semblait en être le meilleur garant. Pourtant l'autosuffisance alimentaire s'est elle aussi diluée dans l'économie globalisée des flux et des réseaux.

La France pourrait être autosuffisante. Pourtant, 40% à 60% des fruits et légumes que nous consommons sont importés. L'internationalisation et l'allongement des chaînes de production alimentaires signifie que l'on peut subir des pénuries même quand on est producteur agricole net. De nombreux supermarchés sont en ce moment en pénurie de farine. Pourtant la France est le premier producteur de blé de l'Union européenne. Mais ce blé part ensuite à l'étranger pour être transformé en sachets de farine. Et

revenir en France. Cette extrême interdépendance de chacun avec tous signifie une insécurité sur le plan alimentaire. Si le flux s'arrête de circuler à un endroit de la chaîne, tout le monde est affecté. Il n'y a pas de corde de rappel.

Et justement, la circulation, c'est bien le point par lequel arrive le problème. Celle des marchandises d'abord. Beaucoup de pays ont rétabli des contrôles douaniers aux frontières. Le petit ralentissement qu'ils impliquent sur la circulation des camions et des conteneurs expose certaines denrées au pourrissement. Par ailleurs, s'il n'y a pas assez de chauffeurs pour conduire les camions parce qu'ils sont malades ou qu'ils ont trop peur de tomber malades, tout se grippe à nouveau. C'est même plus compliqué : pour que les chauffeurs puissent rouler sur des longues distances, il faut que les stations-service, de repos et de restauration le long des autoroutes soient ouvertes. C'est loin d'être le cas pour beaucoup en ce moment. En France, les difficultés à faire rouler les camions ont déjà provoqué une hausse des prix des sociétés de transport de 25%. Evidemment, cette hausse des prix se répercute ensuite tout le long de la chaîne.

Du fait du confinement de la moitié de la population mondiale, la consommation de certains biens de première nécessité a grimpé en flèche (huile, riz, pâtes, papier toilette) tandis que celle d'autres s'est écroulée. Mais en matière alimentaire donc, les stocks ont disparu ou quasi disparu. Avant, il y avait d'abondants stocks d'Etat. Il n'y en a plus. Et la tendance de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution est de fonctionner elles aussi à flux tendus. Ce mode de fonctionnement s'avère absolument incapable de faire face à toute perturbation majeure. Mais certains dans le monde commencent à reconstituer des stocks. Et cela désorganise davantage le système. La Russie, premier exportateur mondial de blé, vient de suspendre ses exportations de céréales jusqu'en juillet. Le Kazakhstan, parmi les principaux producteurs également, a aussi arrêté d'en exporter. Le pain est l'aliment de base d'une large partie du bassin méditerranéen. Le Vietnam a fait la même chose avec le riz, dont il est le troisième exportateur mondial, alors qu'il est l'aliment de base de la moitié de la population mondiale.



## LA FRANCE DÉPENDANTE POUR SON ALIMENTATION



**40 à 60%**

des fruits et légumes  
consommés viennent de  
l'étranger



**2000 à  
3000 km**

parcourus en moyenne  
entre la ferme et l'assiette



**50%**

de la farine vendue en  
France est importée

### La financiarisation agricole

La paralysie des réseaux de fournitures alimentaires peut aussi arriver par la financiarisation du secteur. L'agriculture est devenue un produit financier comme un autre. Depuis le début des années 2000, les échanges sur les produits dérivés agricoles ont été multipliés par 16. Et seulement 2% des transactions sur les bourses agricoles correspondent à une livraison physique de denrées. La plupart des récoltes sont achetées et vendues plusieurs fois avant même d'avoir été semées. Nous savons que cette configuration a le pouvoir de provoquer une flambée des prix. En 2006-2008, une bulle spéculative sur les marchés agricoles avait fait s'envoler le cours du blé de 164%, celui du soja de 124% et du maïs de 178%. Cette bulle financière avait engendré des émeutes de la faim dans de nombreux pays et constitué le point de départ de ce qu'on a par la suite appelé le « printemps arabe ».

Le chef économiste de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation a rappelé récemment : « *il suffit d'un gros trader pour prendre une décision perturbant toute la chaîne d'approvisionnement des denrées* ». En ce moment, on voit bien les raisons pour lesquelles certains peuvent être tentés de parier sur une hausse des prix, leur pari suffisant à la créer. Avec la chute des cours du pétrole, beaucoup de banques, de fonds d'investissements vont tenter de

faire migrer leur argent vers une nouvelle valeur « *refuge* ». La crise du pétrole, propagée à la finance pourrait aussi avoir cet effet-là.

### Le confinement et la famine

À l'autre bout de la chaîne, la paralysie de la circulation économique supprime beaucoup de sources de revenus dans les quartiers populaires. Notamment les précaires, les intérimaires, les auto-entrepreneurs. Les cantines scolaires et leurs tarifs avantageux sont fermés. L'interdiction des « marchés ouverts » met la grande distribution en situation de monopole avec une clientèle captive. Résultat : les files d'attente s'allongent devant les distributions gratuites de nourriture. On y croise beaucoup de personnes qui n'y allait jamais avant. Le préfet de Seine Saint Denis estime que dans son département, entre 15 000 et 20 000 personnes vont avoir de graves difficultés à s'alimenter dans les prochaines semaines.

Alors même que dans la zone euro, les prix alimentaires s'envolent, en particulier pour les produits frais flambant à + 7,7 %. La crise alimentaire en marche va devenir la première préoccupation des gens. Elle va mettre le système au pied du mur : soit il trouve le moyen de sortir sans mal des chaînes d'interdépendances de la globalisation et il encadre, par les prix ou la réquisition, le réseau alimentaire, soit il devra affronter les émeutes de la faim déjà observées dans un passé récent.

En effet, il peut arriver un moment où il n'y a plus de nourriture disponible. Parce que les compagnies de camions transporteurs ne sont plus là. Ou bien ceux qui emballent ne peuvent plus travailler. On en voit déjà les signes annonciateurs. 100 000 travailleurs roumains qui sont empilés dans les aéroports parce qu'on les attend pour ramasser des fraises ou des asperges en Allemagne. Le problème ? Si on les fait venir, on fait venir la maladie, car ils sont censés être confinés comme le reste de la population Roumanie. Et alors, ils sont corvéables à merci et donc exposés d'abord : 300 ouvriers viennent d'être contaminés par le Covid19 dans un abattoir allemand, 200 sont roumains. Les Italiens aussi, prévoient de faire venir du monde de cette façon. En France, une

plateforme numérique a été créée pour compenser le manque de travailleurs saisonniers – et détachés. « *Nous n'entendons pas demander à un enseignant qui aujourd'hui ne travaille pas de traverser toute la France pour aller récolter des fraises* » a précisé Sibeth Ndiaye. Mais de faire appel comme en Seine-et-Marne a des réfugiés volontaires que d'habitude ils pourchassent et persécutent. Voilà comment le chaos est le destin promis de l'économie globalisée en temps d'épidémie. Un chaos aussi contagieux que la maladie.

# LA PANDEMIE BOULEVERSE L'ORDRE GEOPOLITIQUE

## Une nouvelle crise de la mondialisation capitaliste

On ne peut passer à côté de la comparaison avec la première grande crise de la mondialisation capitaliste. Elle culmina avec la première guerre mondiale. Cette guerre fut le symptôme de l'impuissance du système à maîtriser les contradictions résultant des appétits concurrents qu'il contenait. Devant le risque de surproduction, pour abaisser les coûts de matière première il fallait ouvrir de nouveaux marchés. Le colonialisme agressif précédant cette guerre nous montre comment chacune des transformations de l'économie capitaliste n'institue pas seulement un modèle économique mais aussi un modèle politique et culturel qui en optimise les résultats.

Nous voici au cœur de la seconde crise globale du modèle capitaliste tel qu'il est devenu à notre époque. La dette privée et publique sans borne, signale que le capitalisme a d'abord voulu régler les limites internes des marchés en se projetant dans la marchandisation du futur. Car la dette n'est finalement rien d'autre qu'une appropriation du futur par les débiteurs sur le dos des producteurs. La financiarisation généralisée en a été l'effet le plus toxique. L'effet matériel est cette économie de flux tendus et cette globalisation des réseaux auxquels le Covid-19 a donné un coup terrible.

Ce modèle économique a aussi induit de ce fait même une division internationale du travail et une hiérarchie des puissances étatiques et des structures de domination politiques et culturelles de l'humanité. Trois grands blocs ont émergé comme résultat de cette situation. Les USA, l'Europe et la Chine. Chacun de ces éléments représente plus ou moins le contrôle d'un quart de l'économie mondiale. En période de rupture des flux, tout le monde est atteint. Pour autant, chacun ne se trouve pas dans la même situation du fait de ses limites et contradictions internes. Et comme la compétition continue dans tous les domaines, comme le capitalisme est une structure incapable de fonctionner sans être hiérarchisée, un nouvel ordre géopolitique doit nécessairement

naitre de la décomposition de l'actuel suffoquant sous les coups du Covid-19.

Ce fut déjà le résultat après que les puissances européennes se furent mutuellement épuisées dans la Première Guerre Mondiale. Les USA ont alors pris la première place parce qu'ils étaient la première structure productive du système capitaliste dans la mondialisation de l'époque. Mais il est important de comprendre que ce ne fut pas du seul fait de leur puissance matérielle mais en raison du fait qu'ils fonctionnaient et produisaient d'après les normes d'efficacité les plus grandes du point de vue du capitalisme de leur temps. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le danger fut extrême pour la mondialisation capitaliste puisque le tiers de l'Humanité s'étaient soustraite à l'économie de marché en fondant des régimes communistes de propriété collective. Autrement dit la situation se trouvait être pire qu'à l'entrée en guerre. La nouvelle hiérarchie des puissances devint officielle avec les accords monétaires de Breton Woods signés dès 1944 et la formation d'une alliance militaire chargé de le défendre en face du « *camp socialiste* ».

### L'essor du capitalisme chinois

Ce système n'a pas tenu longtemps dans sa formulation initiale. Les bases matérielles du capitalisme « *traditionnel* » ne le permettaient pas. Dès 1971, la puissance USA avoua qu'elle n'était plus la garante en dernier recours de la circulation monétaire. La rupture du droit d'échange du dollar contre de l'or et le privilège de battre monnaie sans limite reconnu aux Etats-Unis ont sanctuarisé la puissance impériale. Mais ils ont été aussi la base de la formation de la bulle financière contemporaine. Un modèle global original en est résulté : aux USA la pompe à finance, à la Chine l'atelier du monde, aux mini-pays pétroliers, la taxe pétrolière mondiale obligatoire pour tous. Ils recyclaient dans le système bancaire anglo-saxon. N'oublions pas comment cette combinaison se défaisait déjà lentement à mesure que montait en puissance et centralité le commerce réel avec la Chine.

Cette montée ne s'est pas opérée comme l'avait pensé les stratèges en chambre des « *pays avancés* ». Unifiée et strictement

disciplinée sous la houlette d'un puissant parti unique de 80 millions de membres, dirigée par 21 personnes strictement solidaires, disposant d'un marché unique et d'une monnaie unique, la Chine rassemble son peuple au sein d'une culture nationaliste largement et profondément partagée. On retient que la Chine a déployé ses savoir-faire dans tous les domaines de la production et de l'inventivité technique et scientifique. Mais elle l'a fait aussi dans les domaines où se joue la capacité de contrôle et de consentement au pouvoir dans la société. Les moyens de contrôles représentent un avantage comparatif imparable face aux autres pays d'économie de marché. Un avantage que tous les autres devront imiter pour rester dans la compétition comme ils le firent à l'issue des deux précédentes crises d'hégémonie mondiale quand le monde généralisa les méthodes nord-américaines. Celles du fordisme, du taylorisme et du compromis avec les syndicats pour stabiliser les relations sociales de leurs économies. À quoi s'ajoutèrent bien vite les techniques délibérées de contrôle des esprits par la publicité par les premières agences de communication liées à l'Etat.

La Chine des plateformes numériques sous contrôle et de la surveillance individualisée des comportements clientélares, politiques et sociaux est le modèle sur lequel vont devoir s'aligner toutes les sociétés de marché pour continuer leur compétition et s'assurer le contrôle de leurs populations. Car il est temps de se rappeler que l'économie réelle, ce ne sont pas seulement des rapports de production au sens strictement matériel. C'est aussi une structure sociale, culturelle et bien sûr, politique. Au fond tout repose sur les moyens conduisant les populations à consentir à l'ordre établi. La force de ces outils est prouvée par la manière avec laquelle les populations consentent à être les victimes parfois conscientes d'un système même s'il les spolie, les mets en danger sanitaire et alimentaire et parfois même jusqu'au plan de l'engendrement de leur descendance. Un système économique est donc par nécessité un système de contrôle de population au sens le plus large de cette expression. La solidité des structures politiques qui les encadrent est donc essentielle. Cette solidité se mesure à son homogénéité et à la reconnaissance de son autorité. Sur de tels critères il faut retenir avant tout qu'un régime quel qu'il soit est perdu dès que le grand nombre le pense incapable

d'assurer la survie collective que celle-ci soit mise en cause par la guerre, la famine ou ... l'épidémie.

### Le naufrage de l'Union européenne

Les structures politiques les plus hétérogènes politiquement sont évidemment les plus ébranlées. Dans ce contexte la structure mondiale la plus fragile est l'Union européenne. Elle est entrée sous nos yeux en phase d'émiettement morbide. Les puissances du nord, regroupées autour de leur chef de file allemand ont décidé de donner le coup de grâce à leurs compétiteurs des pays du sud.

On voit bien comment s'accélère la décomposition de l'Union européenne. Face au monde d'abord. La partition internationale en cours depuis plusieurs semaines est celle de la « diplomatie du masque » et autre mise à disposition de matériel sanitaire. Derrière chaque geste d'humanité et de solidarité, il faut aussi voir la symbolique. La Chine envoie des colis de matériel estampillés « unis nous vaincrons ». La Turquie offre des blouses et des masques à la France. En clair, le reste du monde aide l'Europe. Jusqu'à Cuba qui propose l'aide de ses médecins. Tous ces gestes placent sous une lumière peu flatteuse que d'un pays à l'autre, l'espace politique européen est entré en phase aigüe de perte d'autorité et de pulvérisation politique.

Politiquement ensuite. Incapable de confiner le virus, l'Europe organise le confinement des libertés par le recours aux nouvelles technologies de contrôle. Le gouvernement français a ainsi distribué plus de PV pour non-respect du confinement que réalisé de tests de dépistage. Il s'est empressé de commander 650 drones de patrouille dernier cri tandis qu'on continuait de réclamer la gratuité des masques. En toute logique, la défiance et la colère populaires envers des gouvernements incapables de subvenir aux besoins essentiels de leurs pays ne peut que croître.

### La course du déconfinement

Ici comme ailleurs la reprise de l'activité économique est l'enjeu numéro un pour le capitalisme financiarisé. Il sait qu'il ne peut pas survivre très longtemps à l'arrêt et qu'une crise générale se

propage dans tous les secteurs. La question se pose en Europe sous une double contrainte. D'abord celle de sa dépendance au monde globalisé dont elle représente 25% de la production annuelle. Pour l'Allemagne il s'agit de plus de 50% de son commerce extérieur. Ensuite celle des compétitions entre les Etats membres.

Quand Macron a pris la décision du déconfinement 11 mai, il croyait que les autres en Europe sortiraient aussi aux environs du 10 mai. Mais les allemands passeront à la sortie du confinement le 4 mai. Pourquoi Macron doit-il attendre le 11 mai ? Parce que nous avons nous aussi le 1<sup>er</sup> Mai mais aussi le 8 mai et les manifestations publiques de cet anniversaire. Puis un samedi et un dimanche avant le 11. Les allemands ne célèbrent pas leur défaite même sous l'uniforme nazi. Ils devraient pourtant. Mais ils ne le font pas. Donc ils peuvent sortir du confinement une semaine plus tôt. Ils prennent ainsi une semaine d'avance. C'est une course : le premier sorti du confinement, livre le premier et réactive l'économie le premier. Le banquier central français dit qu'une quinzaine de jours de confinement vaut un niveau de récession de 1,5%. Quand on a vécu des reculs du PIB de 1,5%, on disait déjà que c'était une grande récession. Donc la situation actuelle, c'est énorme. Des économies entières peuvent basculer dans le vide.

Il ne faut pas croire que les allemands fanfaronnent : ils ont une économie en tension. Il pèse sur eux un risque terrible. Le système financier allemand a toujours été le plus faible d'Europe. Les banques allemandes, c'est le maillon faible. Car toutes les banques sont des banques de Lander liées à l'économie des Lander. Jusqu'à il y a seulement trois ans, il y avait en Allemagne le plus haut niveau de taxe d'Europe lorsqu'une banque vendait les actions d'une entreprise. C'était fait pour les obliger à avoir les mains dans le tissu productif et à en être solidaire. Et de cette façon il s'agissait d'éviter de se retrouver dans la situation de la financiarisation c'est-à-dire où la finance dirige toute l'économie. Depuis lors, la réforme est passée par là. Mais le problème ne vient pas du côté prévu chez eux. Ils sont pris en tenaille entre la finance défailante et une économie dont 20% est concentrée sur la production d'automobiles. L'Allemagne n'est pas le point fort de l'Europe. Si en Allemagne le lien se défait entre finance et



entreprises, si les entreprises butent à cause du confinement, tout son système est mur pour s'effondrer. L'Allemagne est aussi un géant aux pieds d'argile.

### L'Europe allemande insupportable pour le sud

J'espère que vous avez eu écho du discours du président du conseil italien, Giuseppe Conte. Il dit « on n'est pas la Grèce, on n'est pas 2% du PIB européen ». L'Italie est la troisième économie du continent. Les Italiens ne sont pas des gens qui jouent de la mandoline en mangeant des spaghettis, à l'image des caricatures offensantes faites par les dirigeants des pays du nord contre cette Europe du sud rebaptisée par eux « club Med ». Il y a en Italie une industrie très performante. Les italiens construisent des voitures, des fusées, tout un tas de choses de très haut niveau technique. Conte dit : « *j'en ai assez : nous ne sommes en déficit qu'à cause des intérêts que nous payons sur la période où la monnaie était la Lire* ». Et pourquoi payent-ils des intérêts sur la période de la Lire ? Pour la même raison que nous.

Nous nous sommes en dette de 600 milliards parce que les Allemands ont décidé qu'un mark de l'est valait un mark de l'ouest au moment de la réunification. Ça nous a coûté 100 milliards de majoration du loyer de l'argent à l'époque. Avec l'effet boule de neige, le collectif pour l'audit citoyen de la dette, ATTAC et la fondation Copernic, a calculé que ça faisait 600 milliards désormais. Les pays du sud commencent à ne plus supporter. Ils disent : 1) les Pays-Bas accumulent de l'argent public avec nos impôts 2) les Allemands font des excédents même s'ils sont interdits par le traité de Maastricht. L'Europe politique est à genoux. L'Europe économique et financière ne va pas mieux. La situation est sérieuse. Le ministre Le Maire a dit que l'euro zone ne résisterait pas à une sortie trop asymétrique du confinement économique. C'est pourtant ce qui se prépare. C'est ce qu'a montré l'incroyable décision de la cour constitutionnelle de Karlsruhe.

## Le mauvais coup de Karlsruhe

Ce fut encore un de ces mauvais coup dont l'Europe allemande a le secret. La cour suprême de Karlsruhe a interpellé la Banque Centrale Européenne. Elle lui reproche de sortir de son mandat en rachetant les dettes souveraines des Etats auprès des banques privées. Retenons d'abord l'essentiel. En mettant en cause cette politique du banquier central la cour exerce une pression : elle laisse penser que ces décisions pourraient être remise en cause ou bien ne plus être possible. C'est ainsi pousser les agences de notation à dégrader la note des pays les plus endettés. Et cela provoquera mécaniquement la hausse des taux d'intérêts auxquels l'argent leur est prêté par le « marché financier ». En pleine explosion des dettes souveraines, en pleine crise de la pandémie c'est un terrible coup de poignard dans le dos des principaux concurrents économique de l'Allemagne en Europe. Car la France, l'Italie et l'Espagne seraient étranglées par cette politique. Elles sont pourtant les deuxième, troisième et quatrième économies du continent.

Il est clair que l'Allemagne connaît les conséquences de sa politique. On peut donc la lire comme une démonstration du caractère morbide de sa volonté de puissance en Europe. Ou bien comme un acte conscient de contribution au démantèlement d'une Union Européenne qui lui a désormais assez servi à restaurer sa domination. Elle pense donc pouvoir s'en passer après avoir détruit ses voisins. Un calcul nationaliste de cette sorte est naturellement désastreux à l'heure du suprême bras de fer entre Chine et USA quand le continent européen est menacé d'être un simple terrain de jeu. Les allemands, au contraire des français pensent avoir les moyens de jouer seuls leur partition dans ce jeu. Nous n'avons aucune chance dans cette partie avec des dirigeants comme nous en avons en France. Ni avec la « classe politique » dominante de notre pays, eurobéate, incapable de lucidité ni de comprendre, fusse du point de vue de leurs objectifs, le fait national, la volonté de puissance qu'il comporte intrinsèquement, ni le point d'appui que cela représente pour la sauvegarde de la France. La comédie va continuer : si on ne bée pas d'admiration, on continuera à être stigmatisé comme nationaliste anti-européen, fauteur de guerre et ainsi de suite.

La démarche allemande est habile. Elle demande si la BCE applique les traités en pratiquant ces rachats. De cette façon elle ne donne pas l'impression de continuer le jeu des pressions directes de son gouvernement sur le même thème. Mais il s'agit bel et bien d'une pression politique pourtant interdite par les traités. Pour la troisième fois dans l'histoire longue, un gouvernement allemand détruit méthodiquement ses voisins et l'avenir politique du continent.

### Les âges de l'Europe

Pour bien comprendre la place que les événements européens prennent dans le tableau général il faut se souvenir des étapes franchies par cette construction politique particulière que l'on nomme à présent « l'Union européenne ». Au départ il s'agit d'une construction conçue comme un moyen d'endiguement de l'URSS et du « camp socialiste ». Puis après l'écroulement de cet ensemble, l'Union est devenue un instrument de mise aux normes du « nouvel ordre du monde » proclamé par George Bush. Une mise aux normes néolibérales en détruisant tous les compromis sociaux-démocrates des décennies d'après-guerre. Face aux monstrueuses répartitions capital / travail à 50% instaurées dans les anciens pays du « camp socialiste », l'ancienne « Europe de l'ouest » devait s'aligner. Dans cette période, l'Allemagne devint la puissance dominante du continent. Elle a réussi son insertion dans l'économie monde en inversant ses flux commerciaux jusque-là concentrés pour l'essentiel sur ses partenaires continentaux. Désormais plus de 50 % du commerce extérieur allemand se fait avec le reste du monde plutôt qu'en Europe. Dès lors, à chaque pression exercée par l'empire US sur les européens, l'Allemagne se comporte de façon réaliste du point de vue de ses intérêts : elle agit comme s'il n'existait pas pour elle d'intérêt commun européen. A chaque occasion ce pays donc la protection de ses productions contre celles de ses voisins français ou italiens.

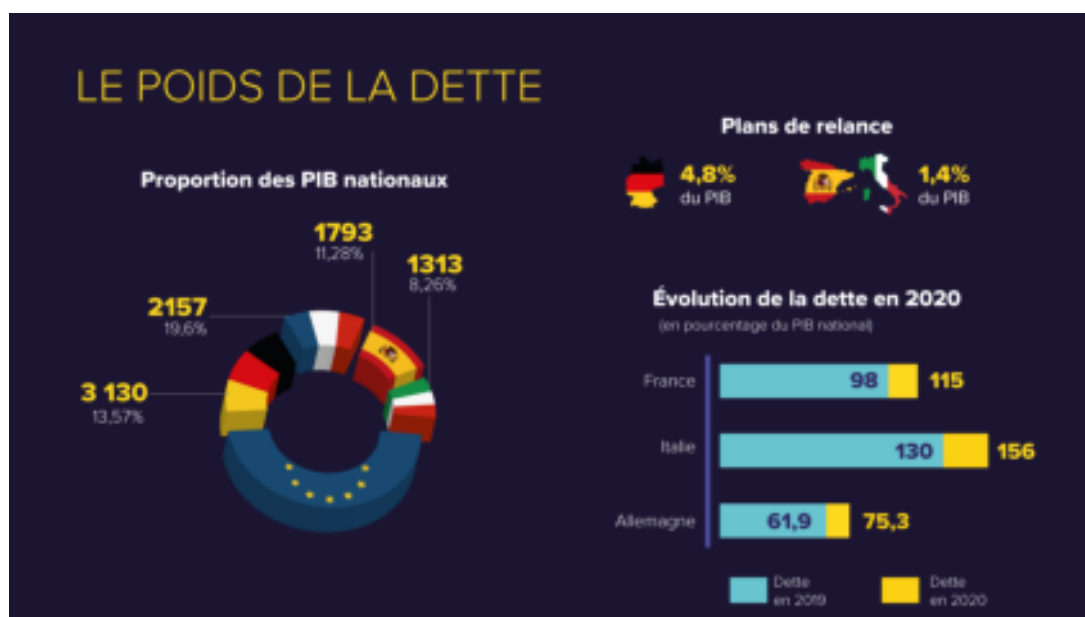
La sortie de la crise du confinement COVID 19 exacerbe ces tensions. Elle met en balance l'intérêt pour l'Allemagne d'être solidaire des pays de l'Union et son intérêt d'agir seule et pour son seul compte. Cette faille est perçue par les grands rivaux

mondiaux chinois et nord-américains et autres. Chacun travaille donc à tâcher d'exploiter cette opportunité.

## LE PROBLEME DE LA DETTE (2)

### Un point de blocage dans l'Union européenne

Le point de blocage dans l'Union européenne et la zone euro va venir de l'augmentation des dettes publiques. La crise du coronavirus a impliqué d'énormes dépenses et déficits de la part des Etats. Le surplus de dette publique dans la zone euro pour l'année 2020 est pour l'instant estimé à 1120 milliards d'euros. La France va passer d'une dette de 98% du PIB à 115%, au minimum. Celle de l'Italie de 130% du PIB à 156%. Comme l'Union européenne n'est pas un Etat et par conséquent n'a pas de solidarité financière, comme les pays du nord et l'Allemagne utilisent régulièrement la dette comme moyen politique pour appauvrir les Etats du sud, comme la BCE ne finance pas directement les déficits comme aux Etats-Unis ou en Angleterre, cette dette va réduire les possibilités d'auto-financement des pays les plus touchés. L'agence de notation Fitch a déjà dégradé la note qu'elle donne à la dette italienne. Et on voit les écarts se creuser dans les montants des plans nationaux de soutien à l'économie confinée : plus de 4% du PIB en Allemagne mais seulement 1,4% du PIB en Espagne et en Italie.



L'attitude de l'Allemagne et du club des pays égoïstes consiste pour l'instant à vouloir ouvrir, dès le premier pic épidémique passé, un nouveau cycle d'austérité pour l'Europe du sud. Mais il n'est pas certain que les peuples italiens, espagnols ou français acceptent de nouveau la mise sous tutelle de leurs institutions démocratique et le démantèlement de leur Etat social. Les gouvernements italiens et espagnols ont pour le moment plutôt choisi une attitude de résistance face aux diktats allemands. Pour la première fois depuis la création de l'Union, une majorité d'italiens pense que l'Union européenne est plus une mauvaise qu'une bonne chose pour leur pays. C'était pourtant traditionnellement un des peuples les plus européiste du continent. La dislocation menace. Personne ne peut accepter comme projet collectif pour les 100 prochaines années d'avoir à rembourser une dette du siècle précédent.

### La surestimation de la dette

Pourtant, la dette n'est pas un problème insurmontable. En vérité le plus important ce n'est pas le montant de la dette mais ce qu'elle coûte chaque année en remboursement effectif. Et cela dépend des taux d'intérêt auquel l'argent est prêté à l'État qui emprunte. Ce n'est pas une mince affaire. Parfois des grosses surprises vont contre l'intuition. Par exemple vous pensez que plus on doit d'argent plus on paie d'intérêt ? Faux. Pas tout le temps. La France, endettée pour un montant égal à 100% de la richesse qu'elle produit chaque année paie 40 milliards d'intérêt sur sa dette publique cette année. C'est moins que quand elle n'était endettée qu'à 80 % mais où elle payait 45 milliards. Tout simplement parce que le taux d'intérêt était plus élevé. Entre temps, elle a financé les titres parvenus à terme avec des emprunts moins chers. Je sais que ces explications donnent déjà un peu le tournis. Mais ce n'est pas fini.

Vous venez de lire à plusieurs reprises que l'on compare le montant de la dette de l'État à « *la richesse produite pendant une année (PIB) par le pays* ». Cette façon d'évaluer l'impact de la dette est une opération située entre la mauvaise plaisanterie et le tour de magie. Mauvaise plaisanterie : pourquoi rapporter le montant d'une dette sur année alors qu'elle doit être remboursée en moyenne en huit ans ? Pourquoi comparer à toute la richesse

produite pendant un an alors que celle-ci ne sera jamais disponible pour servir à payer de la dette. En effet une partie est consommée sur le champ et l'autre n'appartient pas à l'État. C'est peut-être pour avoir une idée de la capacité de remboursement de l'emprunteur ? Bizarre. C'est le moment du tour de magie. Admettons qu'on veuille en effet pouvoir évaluer la capacité de l'emprunteur à payer. Alors, pourquoi ne tenir aucun compte du patrimoine accumulé par l'État pour évaluer sa fiabilité d'emprunteur ? Et pourquoi ne tenir aucun compte du fait que l'État emprunteur et la Nation ne pouvant être séparés il n'y a aucune probabilité pour que celui-ci disparaisse dans le cours d'une année ?

Voulez-vous mieux comprendre l'absurdité d'une évaluation du poids de la dette par rapport à un an de production ? Demandez-vous ce que représente votre dette pour acheter votre voiture ou votre maison comparée à ce que vous gagnez dans une année ! C'est évidemment un calcul sans objet ou bien juste pour se faire peur inutilement. Personne ne rembourse ce qu'il doit en un an. C'est même parce qu'on ne le peut pas qu'on emprunte ! Car sinon ? On l'économiserait et on paierait comptant l'année suivante... Enfin pourquoi prendre comme repère le montant total de ce qui est dû plutôt que ce qu'il en coûte en remboursement dans l'année ? Bref, pourquoi ne jamais calculer à partir du poids du service de la dette ? La France a produit 2353 milliards d'euros en 2018. Sa dette représentait alors 98,4% de la richesse produite en un an. Le chiffre est destiné à faire peur. Mais la durée moyenne de remboursement des titres de dette est de 8 ans, je l'ai dit. Certains titres sont même de 50 ans. Mais si on rapporte cette dette à sa durée de huit ans, elle ne représente plus que 12% de la richesse produite pendant la même période. Cette même année 2018, le service de la dette coûtait 42 milliards au budget de l'État. Soit 5 % de la richesse produite. Vous aimeriez bien que votre emprunt vous coûte seulement 5 % de vos revenus annuels, non ?

### [Le circuit absurde de la dette européenne](#)

De tout cela, il faut retenir que la dette est surtout une rente pour les banques. Elles sont en effet les seules auprès de qui l'État peut

se tourner pour emprunter. En effet dans le cadre des traités européens la Banque centrale européenne n'est pas autorisée à prêter directement aux États. Les États empruntent aux banques privées aux taux « du marché » c'est-à-dire en fonction de paramètres aussi scientifiques que les notes des agences de notation ou le nombre de demandeurs d'emprunts... Pour autant la BCE a le droit de racheter aux banques privées des titres de dettes publiques qu'elles ont elles-mêmes achetés. Si elles veulent bien les lui vendre. Car figurez-vous qu'elles n'aiment guère le faire. C'est bizarre, n'est-ce pas ? On a pu le constater à chaque programme d'achat de la BCE ! Voilà révélé comment les banques ne croient pas à la propagande des libéraux et au sous-entendu catastrophiste du mode de calcul évoqué à l'instant. Les banques le savent bien : un titre d'État, même peu rémunéré c'est du sérieux ! Le prêt n'est jamais perdu ! Le débiteur ne pourra jamais se défausser.

Le résultat de ce circuit est désolant. La BCE avance de l'argent frais aux banques privées contre des titres d'État et leur demande d'investir. Celles-ci ne le font pas. Elles prennent l'argent et le placent dans la sphère financière. Et personne n'en voit la couleur dans la production réelle de biens. De cette façon, la BCE a prêté l'équivalent de la richesse produite par la France en un an aux banques privées à coup de 85 milliards par mois. Disparus ! Et même pas un point d'inflation supplémentaire comme espéré par les économistes centraux. Tout cet argent aurait pu se transformer en hôpitaux, en lignes de chemin de fer, en installation d'énergies alternatives. Il s'est mué en réserve pour les banques ou en spéculation dans la bulle financière.

Ce circuit peut être qualifié d'odieux. Il consiste en un pur parasitisme bancaire sur l'économie réelle et les producteurs alors même que les banques ne rendent aucun service à l'économie concrète. Il peut être qualifié d'odieux aussi à cause de son origine. Car il n'est pas vrai que l'État vive « *au-dessus de ses moyens* » ! Ce sont les riches qui sont au-dessus de nos moyens. Depuis 2004, ils ont bénéficié de 240 milliards d'impôts supprimés si j'additionne une liste d'exemption spectaculaires comme le « *bouclier fiscal* » ou les baisses et suppression d'ISF ou encore les mesures « *pour les entreprises* » qu'on retrouve ensuite en argent



frais payé en dividendes. Sans parler des effets cumulatifs de politiques désastreuses. Ainsi quand la France a imité la hausse des taux d'intérêts allemands au moment de l'annexion de l'Allemagne de l'Est par l'ouest. Tout ça pour respecter les consignes du « *serpent monétaire européen* » de l'époque qui liait déjà les monnaies les unes aux autres pour préparer la naissance de l'Euro. Pour ne rien dire des 600 milliards d'euros de dette supplémentaires générés sous la présidence de Nicolas Sarkozy par le plan de sauvetage des banques en 2008 ! Les historiens de la dette gardent un souvenir ému du désastreux emprunt Balladur qui coûta plus qu'il ne rapporta. Et un souvenir encore plus affligé de l'emprunt Giscard lié au cours de l'or juste avant que celui-ci ne s'envole !

### La petite annulation de la dette

Cette usine à gaz est instituée par les traités organisant l'Union européenne ! Résultat : la BCE a 45% de son bilan (sa richesse) fait de titres d'emprunts d'États rachetés aux banques privées. Et cette masse représente en moyenne 20 % des dettes des États eux-mêmes ! Pour la France, c'est 18% de ce qu'elle doit ! Oui, la BCE possède 18% des dettes de la France alors qu'elle ne lui a pas prêté un centime d'euro !

Nous proposons une idée pour sortir le poids de la dette des flux de l'économie européenne sans détruire les réseaux qui la possédaient. Il s'agit de soustraire sa valeur en la congelant. Cette idée fonctionne en deux temps. Premier temps : la « *petite annulation* ». Il s'agit de commencer par transformer ces titres déjà acquis par la BCE. Pas besoin de changer les traités européens pour ça. Les actionnaires de la BCE, les États membres et, en l'occurrence, les gouverneurs des banques centrales nationales peuvent prendre la décision : tous ces titres de dette quelle que soit leur date d'échéance sont transformé en titre « *perpétuel* ». À taux d'intérêt nul. Cela revient pour la France à voir effacer toutes les dettes résultant de l'épisode coronavirus. Avantage pour la BCE : son bilan n'est pas privé de la valeur des titres de dettes. Elle ne se fait pas spolier. Comme il s'agit de titre qu'elle possède déjà, aucun « *investisseur* » privé n'est spolié non plus.

Que deviennent ces titres « *perpétuels* » ? Commençons par le mot. S'il fait peur on peut dire « titre à cent ans ». Cela revient au même. Il en existe déjà. J'ai noté entre les lignes du gouverneur de la banque de France au *JDD* une question utile quand il se demande s'il « *ne faudra pas allonger dans le temps la durée des dettes* ». Vocabulaire feutré de banquier. Cela veut dire « restructurer » la dette. Bref le scénario de la petite annulation avance dans les esprits. Remarque au passage : la dette des États est déjà perpétuelle d'un certain point de vue. En effet elle n'est jamais remboursée ! On réemprunte pour la payer quand les titres arrivent à échéance ! Ce qui est perpétuel, alors, c'est l'enrichissement sans cause des banques privées à la manœuvre pour assurer ces « *refinancements* », au prix du marché. Autre petite remarque. La transformation de la dette des États en dette perpétuelle a aussi un avantage pour le système bancaire en général. En effet, les États peuvent être considérés comme davantage solvables puisque moins endettés. Coût de l'opération : 0 euro. Et bien sûr à taux nuls (alors que les taux actuels sont négatifs) la dette fond au rythme de l'inflation ! Sans douleur. Sans banqueroute. Sans hyper-inflation. Sans guerre.

### La grande annulation de la dette

J'en viens à la deuxième étape. Il s'agirait dans les mêmes conditions de transformer la totalité du stock de dettes publiques en dette perpétuelle. On a compris le mécanisme. Je vais lister à présent les avantages. Le premier vaut pour tout le monde. À la sortie de la crise, les États vont devoir payer leurs dettes et en faire de nouvelles pour financer « *la relance* ». Quand tout le monde veut acheter la même chose et qu'il n'y en a pas assez pour tout le monde, on connaît le résultat : les prix augmentent. Ici, ce seront les taux d'intérêts. Est-ce raisonnable de rendre l'argent plus cher quand on veut relancer ? Deuxième avantage, une fois soulagé de la dette, on peut planifier la redéfinition de la façon de produire et d'échanger, de l'énergie, des infrastructures publiques et ainsi de suite. Et on peut réemprunter.

Pour la France, en partant d'une telle annulation globale, tout en restant dans les clous des traités européens, c'est-à-dire avec un

plafond de 60% du PIB, cela donnerait 1380 milliards de capacité d'emprunt. Il ne sera pas nécessaire d'aller en chercher autant d'un coup. Non seulement parce qu'on ne saurait pas les dépenser en rythme mais surtout parce que le plan de financement de la France peut passer par d'autres canaux. Je rappelle que si on supprimait l'avantage fiscal sur les investissements hors de France de l'assurance vie pour ne le maintenir que sur l'investissement en France, on disposerait de 750 milliards à investir. À quoi on rajouterait les 400 milliards des livrets A. Encore, donc 1300 milliards. Total : plus d'une année de production d'avance, rien qu'avec cela, sans rien changer ou presque aux règles européennes existantes et au système français actuel.

Évidemment tous ces calculs sont faits « *à la louche* » comme on dit. Mais ils sont documentés. Et, d'ailleurs, la méthode est déjà mise en œuvre ailleurs. La banque centrale des USA a racheté la totalité des dettes du pays, dettes publiques et dettes privées. C'est inouï mais c'est vrai. Le bilan de cette banque a donc doublé en une nuit. Il s'agit d'un bond incroyable de la dette de l'État le plus endetté du monde. Les USA doivent déjà 23 000 milliards de dollars, soit 27 % de toute la richesse du monde, et plus que la valeur de tout le commerce mondial. Ça ne les a pas paralysés. Pendant ce temps, l'Union européenne a décidé de faire un super plan de relance de... 545 milliards d'euros. Lamentable. Et encore pire : la plupart de cette somme est faite de reports de paiements et de garanties d'emprunts. Mettons cette somme en regard du PIB des pays de l'Union européenne : 12 000 milliards par an ! En toute hypothèse ces 545 milliards c'est à peine le quart du plan de financement qu'avait réalisé la BCE au cours des mois précédents. Et c'est à peine plus que les 400 milliards du « *grand plan de relance* » de Juncker en 2014 alors que la croissance stagnait. Cette fois-ci, la récession est de 9 à 10 points pour la seule Allemagne !

*Note : pour mes lecteurs les plus intéressés, je les invite à consulter la note publiée par Manuel Bompard sur le sujet le 8 mai 2020 (2)*

## LA DYNAMIQUE DE LA RUINE

### L'os dur de la réalité

Ce qu'on doit repérer à chaque étape, ce sont des processus. Il n'y pas de « *avant - pendant - après* » utile pour raisonner. Attendre le colloque fondateur du « monde d'après » se serait se tromper sur la nature du temps lui-même. Qu'est-il ? Rien de plus que les processus qui animent et constituent les événements. Les choses s'enchaînent comme on dit. Et quand elles cessent de le faire alors c'est une rupture complète. Un phénomène rare dans l'histoire. Et même alors les séquences se tiennent en ceci qu'elles se conditionnent l'une l'autre. L'ordre stable de l'après-guerre est né quand des circonstances extrêmes ont obligé à prendre des décisions extrêmes pour l'organiser. Elles nous paraissent banales aujourd'hui, mais elles ne l'étaient nullement à l'époque. Il en sera de même cette fois ci. Actuellement, les gouvernants sont en train de buter sur l'os dur de la réalité. Ils croisent les doigts pour que la stratégie de l'immunisation collective fonctionne. Et de cette façon l'épidémie serait stoppée et avec elle ses effets destructeurs. Ils disent que 6% de la population française est déjà immunisée. Ce n'est pas vrai. Dans les régions les plus touchées, c'est au maximum 4%. Autrement dit la population est dans le même état qu'au premier jour où le coronavirus est arrivé en France. Si la maladie ne provoque pas d'immunisation comme les autres maladies, 100% de la population est dans le même état qu'au premier jour. Tant qu'il n'y aura pas de vaccin, tant qu'il n'y aura pas de traitement le virus continuera de circuler. Le confinement n'est qu'une mesure pour éviter la saturation de nos hôpitaux. Au-delà de 10 000 personnes très malades, ce pays ne sait pas quoi faire sinon trier les gens à l'entrée de l'hôpital. Autrement dit : décider qui mourra et qui aura une chance de survivre. Et ça, c'est la fin d'un monde.

### Dans quelle direction ira la bifurcation ?

Le pétrole s'effondre, la valeur des titres s'écroule, des entreprises ferment et des millions de gens se retrouvent au chômage. Je dis des millions. Aux Etats-Unis, selon la dernière enquête mensuelle de la firme de services ADP, « *le nombre total de pertes d'emplois*

*pour le seul mois d'avril a été plus du double du nombre total d'emplois perdus pendant la Grande Récession* ». En France, au 1<sup>er</sup> trimestre, 453.800 emplois ont été détruits dans le secteur privé, principalement dans les services marchands et l'intérim. On assiste à une hausse historique du chômage : +7,1% pour le seul mois de mars. Ce, alors que le gouvernement a « *nationalisé* » les salaires de plus de 12 millions de personnes par le mécanisme de chômage partiel. Pour l'hôtellerie-restauration, cela concerne 9 salariés sur 10 au chômage partiel. Pour le BTP, 93 % des salariés. Les files pour recevoir de l'aide alimentaire commencent à s'allonger. Et dites-vous bien ça : il n'existe pas d'humanité qui accepte un sort pitoyable sans essayer d'en sortir. À de tels niveaux, la résignation change de nature. Les pauvres, les anéantis sont obligés d'auto-organiser des communautés parallèles pour se nourrir, pour s'occuper des petits et des anciens, pour les activités fondamentales de l'existence humaine. C'est le point où la situation va arriver. Alors surviendra le problème des doubles pouvoirs sur toute chose où deux structures affirmeront décider. Mais d'abord il y a la phase de l'extension de la crise économique et de la dislocation. Les symptômes de la maladie sont plus qu'évidents : 8% de récession en France, 10% en Allemagne. Le PIB en zone euro a reculé de 3,8 % au premier trimestre. Or, le capitalisme n'est pas organisé pour fonctionner sur la décroissance. Ce n'est pas possible dans une économie de flux. Le bug est en vue. Ce sera nécessairement un évènement politique. Alors le mot « *crise* » ne conviendra plus. Il s'agira d'un phénomène bien plus ample : une bifurcation de la trajectoire de l'histoire globale des humains. La question est : dans quelle direction se fera cette bifurcation ? C'est l'enjeu de notre engagement politique.

## EPIDEMIE ET METHODE DE COMBAT POLITIQUE

### Le risque du passage de l'autoritaire au totalitaire

Tous ces enchainements se déroulent à l'intérieur d'un espace social et géographique. Celui que décrit « *l'ère du peuple* ». Tout part de la situation matérielle et physique des êtres humains à l'époque où ils sont 7 milliards. Et ce nombre les a réunis par millions dans les villes. Donc ils ont besoin d'accéder aux réseaux collectifs pour produire et reproduire leur existence matérielle. Les réseaux ne produisent pas les biens qu'ils transportent ou rassemblent. Les réseaux sont des structures de flux. Alors il est normal que, faute de stocks, dans les réseaux, il n'y ait rien. On n'est qu'au début de la panne sèche. Comment cela va se traduire dans la vie de tous les jours ? La théorie postule que le premier moteur d'activité populaire face aux pannes d'accès aux réseaux est la volonté de reprendre « *le contrôle de la situation* » dans la mesure où elle estime que les dirigeants en sont incapables soit par stupidité soit par intérêt personnel. De telles révolutions se déclenchent à la faveur d'un « *événement fortuit* » et commencent par une « *phase destituante* » contre toute autorité considérée comme responsable de la situation. De telles révolutions sont dites citoyennes parce qu'elles ont comme méthode et comme objectif le contrôle collectif du pouvoir sans autre programme idéologique. Ce sont des révolutions « *d'intérêt général* » pour la défense de « *bien communs* ».

Dans ces conditions, au moment de l'action il ne faut pas se tromper sur la nature de l'étape en cours. Ici l'événement fortuit nous le connaissons et nous voyons son effet : c'est le Covid-19. Nous sommes dans la phase instituante où le peuple se sent obligé d'être acteur de la situation, parfois contre son gré. A mesure que tous les effets sanitaires économique, sociaux, locaux et mondiaux vont déferler, l'impuissance du système éclatera aux yeux de tous comme le plus insupportable obstacle à un règlement des problèmes posés. Pour se soigner ? Comment faire ? Pour manger ? Pour scolariser les gamins ? Et ainsi de suite. Quand on va passer à la phase suivante, tout cela va remonter et surgir en même temps. Et les grands sujets viendront aussi sur la table des plus simples. Par exemple, « il faudra faire une relance » va-t-on

entendre chanter en refrain. Mais de quel type de relance est-il question ?

Personne ne le dira. N'empêche : une question reste en toute hypothèse. La puissance publique reste seule en lice pour la financer. Mais avec quels moyens ? Il n'y aura pas le budget à cause du montant déjà atteint par la dette publique et des règles européennes budgétaires d'austérité. Certes, les dirigeants européens ont avoué eux-mêmes le caractère mortifère et absurde de ces règles en les suspendant pour permettre aux Etats de faire face à la crise sanitaire. Mais comment y revenir ? Ils seront pris dans une impasse. Ils ne peuvent en sortir qu'en rompant avec le système. Dès lors, ce n'est pas par lyrisme que je parle d'une option de révolution citoyenne. La rupture avec l'ordre établi se présentera comme une option pragmatique. C'est cette direction des esprits qu'il faut alimenter. Mieux vaut celle-là. Car ce n'est pas la seule présente. Il y aussi une option totalitaire. Autrement dit il existe deux termes à l'alternative. Ou bien un processus de contrôle des citoyens sur le pouvoir, ou bien l'inverse c'est-à-dire un contrôle accru du pouvoir sur les citoyens. C'est pourquoi je parle d'option totalitaire. Je dis bien « *totalitaire* » et pas « *autoritaire* ». L'autoritaire concerne les processus collectifs, le totalitaire concerne les processus individualisés comme le tracking. En France la technostructure policière et celle des plateformes numériques se retrouvent pour exercer une pression incessante en vue de la création d'un grand fichier général de tous les individus. Sous la présidence Sarkozy, les fichiers de police ont augmenté de 70 % en trois ans, le quart d'entre eux sans base légale. Auparavant avait éclaté le scandale de la mise en place d'un fichier général nommé joliment « Edwige ». Depuis la créativité ne s'est jamais interrompue. En 2019, la loi santé autorisait la création d'un fichier général des données de santé et la vente des informations sous forme anonyme à « des fins de recherche ». Dès 2020 sous prétexte de suivre la diffusion du coronavirus un nouveau fichier des relations des personnes contaminées a été établi connecté au précédent fichier de santé.

Le tracking, c'est un modèle clair du passage de l'autoritaire au totalitaire. Toute ma vie politique j'ai entendu dire : « *Si vous n'avez rien à vous reprocher, vous n'avez pas à vous inquiéter* »,

« *On doit fouiller votre coffre parce que dans celui du voisin il y a peut-être un bombe* ». Et bientôt on risquera des amendes ou de la prison parce que la géolocalisation de notre téléphone indique qu'on a dépassé le rayon restreint d'1km sans raison valable. Ou parce qu'on a envoyé un sms constituant une preuve de notre intention ? Dans le débat public, je vais utiliser les arguments sur l'inefficacité du tracking. Mais même si c'était efficace, surtout si c'était efficace, je n'en voudrais pas. Sur ce sujet, le philosophe Comte-Sponville a dit quelque chose de magnifique : « *je préfère mourir du coronavirus dans une société libre que d'y échapper dans une société totalitaire* ». Cette option totalitaire du libéralisme existe. Elle trouve des ferments actifs dans la situation sanitaire.

Pour l'instant, les promoteurs de cette illusion technologique en France mettent en avant le caractère anonyme, volontaire et temporaire de l'application qu'ils développent. Chacune de ces caractéristiques peut être remise en cause par les conditions techniques concrètes dans lesquelles cette application se déploierait. Mais surtout, elle enclenche une dynamique qui va toujours vers davantage de contrôle. Singapour nous offre un bon exemple de cette dérive. En mars, Singapour a mis en place une application, « TraceTogether ». Elle permet, grâce au bluetooth sur les smartphones, de savoir si on a croisé une personne infectée. Elle a été proposée par le gouvernement sur la base du volontariat. Cette belle histoire est convoquée en exemple par les macronistes. En fait, elle est d'abord un échec. Jamais plus de 20% de la population n'a téléchargé l'application. Il en faut au moins 60% pour qu'elle soit efficace. Début avril, Singapour a été forcé d'imposer finalement un confinement strict. La cité-Etat a même subi très tôt une deuxième vague épidémique du fait des conditions d'hébergement très dégradées des travailleurs migrants. Le 23 avril, le gouvernement est passé à une étape supplémentaire. L'expérience ratée de « TraceTogether » ne les a pas découragés de la fuite en avant technologique. Au contraire, le Premier ministre a déclaré « nous devons utiliser pleinement la technologie pour retracer le parcours des personnes infectées par le virus ». Concrètement, tous les habitants de Singapour sont désormais obligés de s'enregistrer quand ils entrent dans un bâtiments publics, en scannant un code obtenu sur leur téléphone.



Ce code envoie leur identité, leur numéro de téléphone, adresse et localisation, dans un fichier gouvernemental à l'heure où ils scannent. Ce système, nommé « SafeEntry », va être étendu aux entreprises et aux centres commerciaux. Il s'agit donc bien pour le gouvernement de la possibilité de suivre en direct tous les mouvements de la population. Le caractère facultatif et anonyme n'existe plus. On voit comment la course se fait dans le sens de toujours plus de pistage. Soyons clair : le tracking c'est le capitalisme de contrôle qui se met en place sous les auspices des Gafa. D'ailleurs celles-là en savent déjà davantage sur vous que vous-même. C'est un moyen de contrôle généralisé dont le capitalisme de notre époque a besoin pour tenir en laisse la société là où la brutalité physique de ses milices policières ne peut plus espérer y parvenir à échelle de masse.

### Le concret comme point d'appui

Contrairement à ce que suggère l'intuition, le global institue le local et le général institue le singulier. Aujourd'hui, en temps d'économie globalisée, aucune vie humaine n'échappe à l'emprise du capitalisme financiarisé. Comme militants de la cause humaniste, c'est-à-dire en défenseurs de la volonté de contrôle des êtres humains sur leur propre existence, nous devons repérer les voies par lesquelles l'exigence d'auto-contrôle populaire va chercher à s'imposer contre la propagation incontrôlée de l'évènement covid 19 destructeur de la société. Des points nodaux apparaissent alors. Sur eux se concentrent la nature du problème que les populations vont affronter. Et là encore se concentre l'attente de solutions politiques que nous devons y opposer.

A partir de là, une tâche importante va être le dépistage des revendications à mettre en avant. En même temps qu'elles contribuent à régler concrètement l'impact de la crise, elles devront permettre de placer le système en porte à faux avec lui-même. C'est le cas d'un mot d'ordre comme l'annulation de la dette. Certes, ce peut être ce le moyen de libérer le système du poids de ses propres turpitudes et cela peut donc lui permettre de redémarrer. Mais s'il redémarre par cette méthode, il nie lui-même ses principes fondateurs. Annuler une dette ne fait pas partie des conditions de base du capitalisme. Voilà donc la méthode : on

repère ce qui met en contradiction le système avec lui-même tout en proposant une solution concrète à un problème concret. C'est le même mécanisme avec les mots d'ordre de planification des moyens matériels de la mobilisation sanitaire, de réquisition de l'industrie textile, de souveraineté populaire par l'association des salariés concernés, de nationalisation des entreprises indispensables à la lutte mais menacées de fermeture par une liquidation judiciaire ou un propriétaire défaillant.

Nous sommes encore dans la séquence globale numéro un : la contamination de tout le capitalisme contemporain par le coronavirus. On n'est pas encore dans la phase où la politique concentre les questions que se posent les gens. Comment elle le fera ? Par des révolutions politiques. Le démarrage sera accroché au sol du concret. Comment enterrer dignement mes proches sans m'endetter ? Comment faire pour nourrir mon enfant ? Comment je fais pour aller travailler sans tomber malade ? Les révolutions se déclenchent par l'impasse des choses concrètes, pas pour autre chose. Evidemment elles le font dans des conditions socialement, culturellement et politiquement déterminées par leur époque et le niveau comme la forme de développement des sociétés considérées.

Dans la phase 1, il faut se construire progressivement comme force de référence, de recours, de point d'appui. Le monde politique d'avant est fini. Ses fantômes n'ont pas vraiment de réalité, c'est-à-dire d'autorité. Dans ce contexte les avatars, drames et soubresauts de « *l'union de la gauche* » ne concernent presque personne. Les préoccupations des masses : « *où trouver des masques ? Ou trouver à manger ?* ». C'est alors : « *Moi, ce que je vois ce n'est pas ce qu'on me dit ; donc ce n'est pas vrai.* » « *Moi, mes enfants, ma situation* ». Les tares de l'égoïsme institutionnel de la période précédente se retournent contre le système. Un boomerang traditionnel de l'histoire est à l'œuvre.

### De la conflictualité aux causes communes

L'enjeu d'un militant, c'est toujours la conquête des consciences. Le moment est favorable. Au niveau collectif, nous sortons d'une période d'hégémonie culturelle du néolibéralisme. Des phrases

comme « *libérer les énergies* », « *moins d'Etat, plus d'initiative individuelle* » ont paru « *naturelles* » non seulement aux états-majors politiques qui les débitaient sans relâche mais aussi à de très amples secteurs de la société. Depuis quelques années, nous avons vu cette hégémonie se fissurer. D'abord par la jeune génération, sous l'effet de la prise de conscience écologiste. Mais cette fois, la violence du choc, sa portée globale, permet de forger dans la société dans son ensemble de nouvelles convictions idéologiques. Le moment est comparable à celui que nous vivons dans ce pays lorsque se déroule l'élection présidentielle puisque celle-ci quand elle a lieu est à présent le seul moment où se concentre désormais toute l'attention et la volonté politique du très grand nombre. Un tel contexte est une opportunité pour faire progresser la logique du collectivisme, si nous nous y prenons bien.

J'ai résumé le cours actuel de notre action : « *de la stratégie de la conflictualité à celle des cause communes* ». Ce que je n'ai pas besoin de dire c'est que la conflictualité, ce n'est plus la peine de la provoquer. Elle s'alimente toute seule par la masse de ceux qui ne supportent plus l'équipe des dirigeants du pays et semblent avoir perdu le contrôle de la situation. Ça devient physique : ils coupent le son quand ils passent à la télévision. Parce qu'ils sont insupportables au sens littéral. Les « *causes communes* » se conçoivent comme des revendications dont la mise en œuvre pourrait faire progresser l'unité d'action contre la pandémie et en même temps dessiner un ordre nouveau. Ces causes communes se présentent comme des outils d'efficacité dans la lutte sanitaire. Pas des projets « *idéologiques* » comme disent nos adversaires. Alors, ce qui apparaît comme « *idéologique* », c'est leur refus de les appliquer alors qu'il s'agit du bien de tous. Pour finir, il va de soi qu'en effet toutes ces mesures forment un tout dont les éléments s'enchaînent et s'appellent l'un l'autre. Eh oui, en effet, ils dessinent une autre vision du monde. Mais la dynamique du concret les impose dans le paysage mental et non la seule proclamation de leur valeur philosophique ou morale. Et ce sont des rapports de force concrets qui leur permettront de s'imposer face aux obsessions mercantiles.

## La bataille culturelle

Donc notre objectif c'est d'être le point d'appui pour tourner la page du moment présent. C'est la condition pour l'être dans « *le monde d'après* ». Le messianisme du « *monde d'après* » est pénible venant de tant de gens qui se comportent une fois de plus comme si la réflexion sur l'état du monde n'avait jamais eu lieu avant qu'ils ne s'en préoccupent. Pourtant cela fait aussi nos affaires que plein de gens parlent du « *monde d'après* ». Ils répandent nos mots, ils enfonce le coin sur le fait que ce monde ci n'est plus supportable, ils discréditent tous ceux qui l'ont amené à ce point. Mais la fonction des intellectuels et la nôtre n'est pas la même. Si nous ne sommes pas capables d'entrer dans le domaine de l'action, nous ne servons à rien. Le dirigeant politique qui se limiterait à faire de la paraphrase de l'intellectuel le fera toujours mal et ne servirait à rien. La première chose que nous avons voulu faire c'est de réactiver l'espace politique. Le danger suprême c'était sa disparition. Il ne resterait que le gouvernement, le président habillé en « *père de la nation* », « *général en chef* » en conversation avec les seuls experts. Pour passer les plats des uns aux autres il n'y aurait plus que les journalistes. Un petit monde en vase clos. Et pour le peuple : le confinement, la télé obligatoire, la police partout, et même le tracking. Tel est le concentré en cours du système politique de notre époque.

C'est ce cadre qu'il faut faire voler en éclats. Lorsque cela arrivera, nous saurons que nous nous serons rapprochés de la conquête du pouvoir. Ça ne sert à rien de tendre l'élastique à fond et partout dans la phase 1. On le tend à l'endroit qui nous intéresse, au moment opportun. C'est un art d'évaluation correcte des situations. Les mots suivent. Ça va de « *il faut annuler la dette* » à « *les funérailles doivent être gratuites* » en passant par « *les loyers doivent être suspendus* », « *les masques doivent être gratuits* ». Chaque fois il s'agit d'avancer par une solution concrète. Mais bien sûr, c'est un débat enraciné dans un fond idéologique profond.

Exemple probant, celui de la place de la mort, omniprésente en pareille situation. Pour le marché, la mort est intéressante si elle fait payer la famille pour enterrer le défunt, et acheter des

ornements. Certes, c'est peu de choses. Mais enterrer ses morts c'est surtout le programme de base des nécessités de la société humaine. Le processus d'humanisation a commencé quand les groupes humains ont commencé à enterrer leurs morts, et pour cela ont inventé tout un tas de rites voués autant à protéger les mourants qu'à reconforter et souder les vivants. Dans ce moment, surgit sous les pieds du capitalisme les dernières bulles résistantes au totalitarisme du temps productif, bulles qu'il pensait avoir domestiquées et marchandisées. Mais le soin des autres perdure dans le programme fondamental de tous les êtres humains : la mort, la naissance, s'occuper de ses vieux et des enfants. Les conditions de sécurité des enfants, ce n'est pas négociable pour les gens. Ils disent : « *On a peur de les renvoyer à l'école* ». « *Toi, si tu veux, va vérifier avec ton gamin qu'il n'y a pas de risque mais pas avec le mien. Pour mon gamin, je ne veux pas prendre de risque.* ». Pour les plus vieux c'est pareil : « *il va mourir, je vais lui tenir sa main. Même si c'est interdit* ». Il y a dans ce pays 18 millions de personnes de plus de 65 ans. On ne peut pas les mettre en prison. La grande majorité veut rester reste autonome, c'est-à-dire libre de disposer de soi.

### Produire les mots clés, tenir la tranchée

LFI se propose comme un recours devant la faillite concrète des partisans du monde d'avant. Cette tâche a été accomplie de façon méthodique et planifiée au cours des semaines passées. Sur tous les fronts où se joue la bataille, les forces insoumises ont été présentes. Au parlement et sur le terrain. A Paris et à Strasbourg, la force parlementaire s'est comportée comme une force digne, capable et sérieuse. Nous n'avons pas été soufflés comme d'autres qui ont été effacés du tableau. Nous avons réussi à être un intellectuel collectif produisant des idées, des mots d'ordre des textes de lois, des rapports. On a tenu le créneau du harcèlement concret : planification, réquisition, démocratisation. Nous avons produit les mots clés qui contaminent le champ politique. Ils ont enfin compris ce que les mots souveraineté et planification veulent dire réellement. Sur le plan intellectuel, c'est une démonstration. La jeune génération des animateurs de notre mouvement doit enregistrer le fait que ça paye de tenir bon sur nos concepts. Le mot souveraineté, il est né dans notre famille politique comme

souveraineté du peuple. Puis il a été détourné. L'enjeu pour les conservateurs et les libéraux c'est de nous empêcher de penser avec nos mots et de nous faire honte de nous-mêmes.

Je le dis car à nouveau on me cherche querelle avec le mot « *collectivisme* ». On invoque l'URSS. C'est drôle ! « *Ils* » n'ont que des mauvais souvenirs de l'Union soviétique. Oui, nous croyons que le collectif est plus fort que l'individualisme libéral. Le mot va vivre, il va avoir des moments délicats comme ce fut le cas pour « *planification* ». Mais nous avons gagné avec « *planification* » qui subissait le même type de critique. Nous ne manquons pas de bonnes répliques. Faut-il le rappeler : à l'origine du Commissariat général du Plan, chargé de la reconstruction et modernisation dès 1946, c'est Jean Monnet le prétendu « *père fondateur de l'Europe* » ? Donc on ne va pas abandonner le mot. L'enjeu sémantique prend un lourd contenu philosophique. Ce type d'enjeux philosophiques concentrent la politique. En tant qu'acte de pensée globale sur la société par le citoyen n'est-ce pas le moment où il décide de choisir ce qu'il croit juste et bon pour tous ? Quel type de hiérarchie des normes veut-on ? Et donc quelle société veut-on ? Je me réclame du collectivisme. Si ça pique, c'est une occasion de m'expliquer sur ce que ça veut dire. Essayez. Vous verrez que ça surprend moins qu'on le croit et que ça indigné encore moins.

### Être un recours dans le chaos social et politique

Mais bien sûr le déblayage de prévention ne nous suffit pas. Nous voulons être la force matérielle cohérente qui rend possible l'alternative.

L'activité de l'organisation s'est lancée sur un rythme et avec une intensité de très grande efficacité. L'activité des deux groupes parlementaires a été concentrée dès la première semaine du confinement pour produire des propositions concrètes pour répondre aux nécessités du moment. Alors que le gouvernement présentait sa première loi de finances rectificative et la loi sur l'état d'urgence sanitaire, les députés insoumis publiaient en un temps record leurs 11 mesures d'urgence. Elles contenaient notamment des mesures pour protéger les salariés, leur permettre

de définir les conditions sanitaires de la production, effectuer les réquisitions nécessaires pour fournir les hôpitaux et soignants en matériel et anticiper la crise sociale du confinement. Elles ont nourri de façon positive nos propositions d'amendements pour les textes présentés en urgence par le gouvernement. Nous avons réussi le tour de force - alors que nous disposions du texte parfois quelques heures seulement avant son examen- d'avoir sur tous les sujets des choses concrètes à proposer.

La délégation au parlement européen, elle aussi, a présenté son plan d'urgence au niveau européen. Les deux groupes se sont joints pour créer une commission d'enquête et de suivi de la gestion de l'épidémie. Lancée une semaine après le début du confinement, elle a réalisé plus d'une soixantaine d'auditions. Elle a produit un rapport mettant en cohérence et en synthèse les nombreuses contributions de la société organisée, syndicalistes, organisations de médecins, scientifiques, intellectuels, associatifs.

Depuis, nous avons décliné notre ligne de conduite : mettre sur la table des contributions utiles au salut commun. Les députés insoumis ont produit plusieurs propositions de loi : pour la nationalisation de Luxfer et Famar, pour la réquisition de l'industrie textile, pour la création d'un pôle public du médicament, pour la suspension des loyers ou la gratuité des obsèques. Mais aussi pour la gratuité des masques sanitaires et la création d'une catégorie d'assurance « *catastrophe naturelle sanitaire* ». Bientôt, nous proposerons aussi la reconnaissance du Covid 19 comme maladie professionnelle, l'encadrement des prix alimentaires, la lutte contre la précarité énergétique. En vérité, sur le plan des propositions législatives, c'est un des moments les plus actifs pour nous. Il faut ajouter à cela le plan insoumis pour le déconfinement. Certainement un des documents les plus aboutis que nous ayons produit dans de tels délais et avec si peu de moyens. Publié en amont de la présentation du plan gouvernemental, il nous a permis de surplomber le débat sur le plan de déconfinement du Premier ministre.

La tranchée parlementaire est tenue correctement. Pendant ce temps on a l'impression que toutes les autres forces politiques parlementaires se sont liquéfiées en route. Au contraire nous

avons mené une intense et visible guerre de guérilla. L'exemple de la parution de la proposition de loi sur les funérailles gratuites est parlant. Ou ce samedi où on l'on a déposé à toute vitesse une proposition de résolution sur la dette. Tenir la tranchée sur la dette c'est le point névralgique. Depuis les ralliements à cette idée se multiplient. Minc, Berger, Jadot, ce sont autant de brèches dans le mur de nos opposants les plus constants. Le mouvement comme mouvement institutionnel utile, c'est « le guide pour les salariés » publié le 1<sup>er</sup> mai, le document de compilation des ordonnances, le guide sur les droits des étudiants, les amendements proposés lors des deux « projet de loi de finances rectificative » (PLFR).

Les questions d'actualité posée chaque semaine au gouvernement rayonnent bien aussi. Plusieurs des vidéos correspondantes ont atteint un ou plusieurs millions de vues. Au total le déploiement s'opère à l'optimum des moyens disponibles et de l'impact possible avec ces moyens. Quand les médias institutionnels nous donnent la parole, alors l'impact est évident démultiplié. La semaine du premier Mai nous avons atteint au total plus de 15 millions de personnes tous médias confondus. On peut imaginer que cette présence ouvre des esprits, reformate des appréciations, invite à l'action. Aucun courant politique comme le nôtre n'a jamais disposé de tels moyens d'expression pour faire connaître ses propositions.

### Militer au temps du coronavirus

L'autre tranchée, est tenue par le Mouvement. Son rôle est de se disposer comme une force politique matérielle. Nous avons franchi avec succès deux défis. Le plus important, c'est la manif en ligne. Déjà il fallait faire comprendre ce qu'est une telle manif. L'installer dans un paysage et obtenir 30 000, 40 000, 50 000 soutiens effectifs, fut-ce une seconde. C'était la troisième semaine de suite que nous renouvelions cette expérience avant le premier mai. Puis le premier Mai nous avons réussi une première tentative pour passer du digital au présentiel avec les casserolades. C'était décisif pour nous. Notre mouvement a été capable dans la période de proposer un débouché d'action populaire revendicative en période de confinement. Ce n'est pas rien. Nous allons continuer, samedi après samedi. Le 1er mai, nous avons mis cet acquis au service de



la mobilisation des travailleurs. Le moment et le succès ne s'effacent pas si facilement.

L'autre défi ce fut le meeting numérique. 25000 présents en continu, 180 000 en passage. C'est une démonstration de force qui nous a nous-même étonnés. Un sujet de grande satisfaction après tout cela c'est de constater comment des mots d'ordre tout d'un coup se sont propagés à échelle de masse. D'autres les reprennent. Tant mieux, il ne faut pas le voir comme une concurrence. Notre intérêt profond est la réactivation de l'espace politique. A tous points de vue cela accélère les processus de maturation tous azimuts. En tous cas une nouvelle hégémonie culturelle se constitue autour des mots souveraineté, plan, relocalisation et ainsi de suite. Dans cette période, nous avons aussi considérablement accru la surface de diffusion de nos outils. La plateforme « *L'Insoumission* », lancée au début du confinement, agrège l'ensemble des contenus insoumis éparpillés sur la toile. Elle permet à n'importe qui le veut d'avoir rapidement un coup d'œil complet sur le point de vue insoumis sur l'actualité. D'autre part, l'espace « *programme* » du mouvement a publié des notes thématiques plus pointues. Elles renforcent notre audience dans certains secteurs de la société.



En tous cas la consigne reste qu'on n'est en guerre avec personne dans l'espace politique de l'ancienne gauche traditionnelle. Toutes

les initiatives qui s'y prennent y sont bienvenues parce qu'elles réactivent le tissu politique. Nous n'aurions pas une minute à perdre avec ce type de guerre. Le véritable enjeu c'est l'esprit public, l'opinion de la masse des gens simples. Pour ces gens, les démêlées de la « gauche » n'est pas leur sujet. Leur sujet c'est : « *j'ai plus un rond* » ou « *je n'ai pas envie d'aller au travail parce que j'ai peur* » ou encore « *je ne veux pas mettre mon gosse à l'école, comment le faire garder ?* ». Les problèmes du quotidien deviennent des super problèmes politiques urgents. Ces problèmes ne trouvent pas de solutions concrètes dans l'univers des néolibéraux et c'est par là que leur pouvoir va finir de se délégitimer.

## NOTRE FORCE POUR LA SUITE : L'AVENIR EN COMMUN

Voilà où nous en sommes. L'étape suivante c'est le désastre social et politique. Le passage d'un moment à l'autre en politique fait partie des mystères de l'Histoire. On se trompe rarement sur les diagnostics, mais on se trompe souvent sur les rythmes des événements. Cependant l'existence de tels enchaînements est absolument certaine. Le plus important ce n'est pas la pure abstraction politique et géopolitique mais d'abord tous les comportements politiques ancrés dans les comportements humains fondamentaux c'est-à-dire invariant d'époques, de régimes politiques et de formes sociales. Ceux qui s'occupaient de leurs morts survivaient mieux. Ce qui s'occupaient collectivement de leurs petits survivaient mieux, ceux qui partageaient la nourriture survivaient mieux. Nous sommes leurs héritiers. Nous sommes les enfants des tribus de l'entraide. Les ressorts de cet héritage restent actifs après 200 000 ans de sélection naturelle.

Il ne faut donc se diluer ni dans le localisme, ni dans le messianisme du « monde d'après ». Enfin je veux évoquer un dernier point à propos des dialogues qui nous sont proposés. Je mets de côté les injures qui me sont adressées parfois. Elles desservent surtout leurs auteurs. Je veux dire pourquoi nous ne pouvons accepter la négation de la force que nous avons accumulée. On ne peut laisser dire sans réagir que les deux dernières présidentielles n'ont pas existé et que dix ans de notre combat soient invisibilisés. Nous avons permis la permanence d'un courant politique qui s'est éteint dans nombre de pays en raison des ralliements universels au néolibéralisme des dirigeants de la gauche traditionnelle et de l'incapacité des résistants à s'imprégner des enseignements des vagues révolutionnaires de l'Amérique latine, seul endroit du monde où la chaîne néolibérale a été rompue. Nous avons bâti une stratégie et force alternative. Une force considérable en nombre et en capacité d'action. Nous la gérons de manière responsable. « *L'avenir en commun* » ça existe. Il n'existe aucun programme aussi avancé sur la place. Il ne peut pas être effacé du tableau.

C'est un point d'appui trop important qui repose sur l'agrégation des centaines de contributions individuelles via la plateforme, d'expertises associatives, d'intellectuels, d'expériences militantes et de luttes. C'est pourquoi « *L'Avenir en Commun* » est enraciné dans l'histoire récente de notre pays. Sur beaucoup de sujets, des citoyens sont mobilisés et organisés de longue date pour faire avancer dans leur domaine la cause de l'intérêt général humain. Il s'agit des syndicats, des associations engagées contre la pauvreté, des ONG environnementales, des lanceurs d'alertes, des intellectuels. Nous nous sommes donc tournés vers l'expertise issue du bouillonnement de la société française. De la sorte, nous avons conçu « *L'Avenir en Commun* » comme le moyen de mettre dans une cohérence d'ensemble et dans une perspective gouvernementale les programmes que la société avait produits. Du coup, les évaluations du programme par les associations lors de l'élection présidentielle lui ont souvent donné un satisfecit complet. Depuis, le texte central a été complété par 42 livrets thématiques. Ils le précisent et l'affinent, par le biais de groupes de travail en lien permanent avec les forces sociales. En ce sens, « *l'avenir en commun* » c'est tout simplement un concentré de vingt ans de vie et de pensée du mouvement social. Et la résonance perdure. Pour le 1er mai, 25 organisations, associations et syndicats se sont mis d'accord et ont relayé des mots d'ordre qui sont aussi les nôtres. Ils disent « *relocalisation solidaire et écologique* », « *plan de développement des services publics* », « *transformation de la dette publique en dette perpétuelle* », et « *plus jamais ça !* ». La raison en est très simple : notre programme est souvent le leur !

Plus que jamais, les propositions qu'il fait sont mises à l'ordre du jour. Toutes les évidences qui s'imposent sous les coups du coronavirus sont présentes dans *L'Avenir en Commun* : les investissements massifs dans le système de santé public, la relocalisation industrielle et agricole, la planification, la rupture avec le carcan absurde des traités européens, la règle verte. C'est pourquoi nous avons publié une version actualisée accompagnée de textes expliquant son histoire et sa pertinence dans le moment que nous vivons. Initialement en avance sur plusieurs sujets qui se sont révélés décisif depuis 2017, la version mise à jour s'est établie dans plusieurs directions. D'abord, elle incorpore un peu du travail de nos parlementaires, nationaux comme européens. Ce

travail a permis d'accumuler en trois ans une quantité précieuse de rapports, de propositions et d'interpellations et d'affiner « *L'Avenir en Commun* » sur bien des points. Elle introduit également l'activité de nos députés au Parlement européen, qui y ont défendu de nombreuses réformes et elles complètent le document initial. Cela englobe par exemple l'arrêt de toute subvention aux énergies fossiles, la clause de l'eurodéputé la plus favorisée ou le mécanisme de « *carton rouge* » permettant aux parlements nationaux de bloquer un texte européen. Enfin, conformément à la méthode de rédaction initiale, elle intègre aussi les propositions d'intérêt général issues des mouvements sociaux les plus récents, des acquis des gilets jaunes aux revendications du collectif Inter Urgences pour réanimer l'hôpital public. Evidemment nous avons aussi retiré du programme les sujets sur lesquels nous avons eu gain de cause.

Pour nous, et dans la stratégie que je viens de décrire, il est essentiel dans ce moment politique de montrer comment on pourrait commencer demain matin à gouverner autrement. Et le programme « *L'Avenir en commun* », est pour cela en parfait état de marche. On doit le répéter : ce programme ne surgit pas d'un bureau de conseil en communication. Il a réuni des millions de Français autour de son contenu. C'est une part de l'histoire politique de notre peuple qui s'est construite à travers ça ! Cette histoire collective a d'abord impliqué quatre millions de personnes en 2012. Puis elle s'est amplifiée jusqu'à sept millions de votes en 2017. Nier tout ça c'est vouloir repartir de zéro. Donc revenir à zéro ! Beaucoup devraient en tenir compte. Car si nous sommes prêts à amnistier ceux qui pendant cette décennie-là s'accommodaient déjà très bien de la situation d'alors nous ne sommes pas disposés à laisser effacer notre formidable travail. Une nouvelle fois, il ne faut compter que sur les dynamiques de la société.

C'est-à-dire sur l'énergie du compte à rebours vers « *qu'ils s'en aillent tous* », la phase destituante de la révolution citoyenne. C'est à ce prix qu'advient la phase « *Constituante* », la véritable ouverture sur le vrai monde d'après.



## POSTFACE

Les réunions à l'origine de ce texte ont été les suivantes :

- Réunion des collaborateurs du groupe de l'Assemblée nationale - 31 mars 2020
- Réunion des directeurs de cabinet des députés - 9 avril 2020
- Réunion des collaborateurs du groupe de l'Assemblée nationale - 21 avril 2020
- Réunion des directeurs de cabinets des parlementaires (Assemblée nationale et Parlement européen- - 23 avril 2020
- Réunion avec des insoumis du Nord - 24 avril 2020
- Réunion avec des insoumis de la région Bretagne - 30 avril 2020

---

1) La théorie de l'ère du peuple et des révolutions citoyennes est une matière vivante. Depuis la sortie de la première édition de « L'Ère du Peuple », en 2015, elle a évolué. Une nouvelle édition augmentée a été publiée en 2017. Depuis, un important travail a permis d'affiner cette théorie. Les événements politiques et sociaux dans le monde et dans notre pays ont été riches pour illustrer ses thèses, les confirmer ou les réorienter. Ce travail a pris la forme de cycles de conférences. Elles ont été aussi un temps d'échanges avec les participants. Mais c'est désormais une matière vivante où d'autres que l'auteur initial s'inscrivent dans cette sorte de nouvelle école matérialiste de pensée politique. A leur tour ils écrivent et publient leurs propres analyses. C'est le cas des deux livres d'Antoine Salles Papou et Manon Dervin. Je vous présente les premiers livres publiés récemment à la suite de ce cycle de conférence par la maison Éditions 2031. Chacun dans son domaine, ils utilisent la théorie de l'ère du peuple comme grille de tamis des faits qu'ils prospectent.

Dans « *Les Communes Libres* », Antoine Salles-Papou explore le fait urbain décrit par la théorie de l'ère du peuple comme tendant à devenir universel. Le mode de vie de l'Humanité est caractérisé par sa dépendance aux réseaux urbains. Ce livre décrit la rencontre entre cette interdépendance et sa gestion par le capitalisme financiarisé. Il analyse par exemple comment l'organisation actuelle des réseaux de transport et de distribution commerciale dans la ville sans fin se fait au détriment du plus grand nombre. Et comment, dans le même temps, l'oligarchie organise sa sécession du monde qu'elle laisse aux autres. Dans un autre chapitre, il décrit comment la réorganisation du marché du

logement aboutit à un tri social dans l'espace urbain dont le critère principal est l'accès au réseau.

Cet ouvrage s'inscrit dans la trajectoire de la Révolution citoyenne. Il fait la critique des institutions et des méthodes de gouvernement de la ville du néolibéralisme. Il propose des pistes pour que les communes renouent avec leur tradition révolutionnaire et servent plutôt à l'auto-organisation populaire, l'appropriation des biens communs et la construction d'une conscience démocratique. Il donne à ce sujet de nombreux exemples concrets. Dans « Les Communes Libres », le peuple est bien cette masse urbaine dépendante des réseaux collectifs et il y devient acteur de cette histoire urbaine en voulant les contrôler lui-même. La lecture de cet essai donne des idées pour concevoir notre action au niveau communal autrement que par le prisme de la vieille caste politicienne.

« *L'Abécédaire de l'Écologie Populaire* » de Manon Dervin s'attache à un autre phénomène utilisé par la théorie de l'ère du peuple : l'anthropocène. Il développe les contours d'une écologie populaire c'est-à-dire répondant aux impératifs des caractéristiques de l'ère du peuple : intérêt général humain, planification écologique, biens communs. Il développe la vision du monde qui en découle : celle du peuple qui s'entraide, dépendant des réseaux collectifs et des biens communs garantissant une vie digne. Cette vision du monde est écologique car elle désigne les responsables et lutte conjointement contre les inégalités sociales et environnementales. Elle est populaire car elle érige l'écologie en nouveau contrat social où le peuple est souverain et l'Etat central.

Cet ouvrage ne prétend pas établir le dictionnaire exhaustif de la pensée écologique. Il invite à penser à la fois le contenu et le contenant de ce qu'est l'écologie populaire. Pour cela il en développe les grands principes. Et il nomme à cette occasion les obstacles qu'elle affronte et ce qu'elle entend défendre tout en investissant un champ lexical du quotidien. C'est le sens des 10 chapitres qui structurent cet ouvrage sous forme de mots-clés « clés en main » : Effondrement, Ruptures, Sobriété, Réseaux, Désobéissance, Entraide, Frontières, Patriotisme, République, Populaire.

Paul Vannier est géographe. Co-auteur d'une série de reportages publiés dans *Le Monde diplomatique*, il s'est intéressé aux dynamiques urbaines de Détroit, Marrakech, Alger, Las Vegas, Montpellier, Athènes ou Panama City. Espaces et paysages y sont façonnés par des processus de ségrégation, de gentrification, de privatisation et de relégation qui visent à éloigner une part des



habitants des réseaux collectifs conditionnant leurs existences. Partout dans le monde, les mêmes motifs se répliquent et des formes de réappropriations populaires se font jour.

Dans *Manifeste pour l'Ecole de la Sixième République*, publié en 2016 aux éditions du *Croquant*, il analyse les modifications des conditions d'accès au réseau éducatif induites par les politiques de territorialisation de l'Education nationale en France.

2) Note sur la dette publiée par Manuel Bompard, député européen et président de la délégation France insoumise au Parlement européen, 8 mai 2020 :

## COMPRENDRE LES DÉBATS SUR LA DETTE

Avec les conséquences économiques de la pandémie de COVID19, la question de la dette revient au centre du jeu en Europe. En effet, les dépenses publiques pour faire face à l'épidémie, pour indemniser les personnes ne pouvant travailler dans la période ou pour soutenir les secteurs les plus durement touchés par les conséquences du confinement sont très importantes. Elles vont logiquement faire exploser la dette des États dans les prochains mois, d'autant plus que vont s'y ajouter de nouvelles mesures visant à faire face à la crise économique et sociale qui vient désormais.

Dès lors, les modalités de financement de ces investissements sont au cœur des débats. Elles donnent lieu à des affrontements importants au sein de l'Union européenne, qui font intervenir des notions complexes et un vocabulaire souvent opaque. Il me paraît donc nécessaire de donner ici quelques éléments d'explication et de présenter la position qui est celle de la France insoumise et de notre délégation européenne à ce sujet. Je m'excuse par avance pour la longueur de ce billet.

1) Comment se financent les États membres de l'Union européenne ?

Depuis le traité de Maastricht en 1992, et la création de la monnaie unique, lorsqu'un État membre a besoin d'effectuer un emprunt, il émet des obligations sur les marchés financiers. Ces obligations sont généralement achetées par les banques commerciales, assorties d'un intérêt versé régulièrement en contrepartie de l'avance des fonds. À l'émission, les obligations précisent le montant du prêt, le taux d'intérêt, la périodicité à laquelle ils seront versés et la date à laquelle l'État s'engage à rembourser le montant prêté.

Le remboursement annuel de ces taux d'intérêt (ce que l'on appelle la charge de la dette) peut être extrêmement lourd sur le budget d'un État : ainsi en 2020, avec 38 milliards d'euros, la charge de la dette représente 10% environ du budget de la France, et son troisième poste budgétaire après les dépenses de fonctionnement et d'intervention. Lorsque l'on y adjoint le remboursement du capital (ce que l'on appelle le service de la dette), la situation peut asphyxier un État : ainsi l'Italie est en excédent primaire depuis des années, c'est à dire qu'elle n'est déficitaire que du fait du poids énorme du service de sa dette.

2) Les États peuvent-ils se financer directement auprès des banques centrales ou des banques commerciales ?

Avant 1992, un État membre pouvait avoir recours au financement monétaire, ce qu'on appelle dans le langage courant « faire fonctionner la planche à billets ». Par exemple, dans le cas français, l'État pouvait demander à la Banque de France de créer une quantité de monnaie correspondant à ce besoin. Il pouvait également se financer auprès des banques commerciales en obtenant des crédits. Mais ces deux dispositifs ont été interdits par le traité de Maastricht puis cette interdiction a été reprise, comme tous les traités européens, dans le fameux traité de Lisbonne (Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne, TFUE).

3) Pourquoi les taux d'intérêt grimpent quand un pays est en difficulté ?

Lorsqu'un pays rencontre de graves difficultés économiques, il lui devient plus difficile de se financer. En effet, les marchés financiers considèrent alors que le risque de non-remboursement devient important. Ils font donc évoluer en conséquence les taux d'intérêt qui fonctionnent comme une forme d'assurance : plus l'emprunt est risqué, plus le taux d'intérêt est important afin de pouvoir compenser un défaut de paiement. L'Allemagne, par exemple, a aujourd'hui un taux d'emprunt à 10 ans de -0,57% (c'est un taux négatif, c'est à dire que les prêteurs versent de l'argent pour le faire, car le placement est jugé très sûr) tandis que celui de l'Italie est de 1,86%.

Lors de la crise de 2008, on a vu les taux à 10 ans de la Grèce franchir la barre des 6% en janvier 2010, celle des 10% en juillet 2010 et celle des 20% à la fin de l'année 2011. Cette situation crée souvent un cercle vicieux et ce que l'on appelle une prophétie auto-réalisatrice : un État en difficulté économique essaye de se financer sur les marchés ; ceux-ci craignent qu'il ne fasse défaut et augmentent donc les taux d'intérêt ; l'État a plus en plus de mal à

se financer et à payer les intérêts ; les taux d'intérêts augmentent à nouveau ; acculé, l'État finit finalement par faire défaut.

Plusieurs Etats européens ont failli être dans cette situation au moment de la crise des dettes souveraines entre 2010 et 2015 : ceux que les banquiers et leurs amis des États du Nord appelaient par mépris les PIIGS (littéralement les cochons en anglais) : Portugal, Italie, Irlande, Grèce, Espagne.

#### 4) Qu'est-ce que les « coronabonds » ?

Face à la crise que nous connaissons aujourd'hui, pour éviter un décrochage similaire à celui qu'a connu la Grèce, des pays durement frappés par la pandémie ont demandé que soit mise en place une forme de mutualisation de la dette. Il s'agirait en fait de garantir en commun les prochains emprunts effectués sur les marchés financiers. Les États emprunteraient en leur nom et serait libre de l'utilisation des fonds. Mais les pays qui disposent aujourd'hui de taux d'intérêt importants pourraient bénéficier ainsi du fait que d'autres pays soient jugés en meilleure santé financière pour emprunter à des taux d'intérêt plus bas. Un même dispositif avait d'ailleurs déjà été envisagé au moment de la crise des dettes souveraines.

Dans le langage de l'Union européenne, ces obligations ont été nommées « coronabonds » afin de marquer leur lien avec la pandémie de Covid19. Mais cette solution a été écartée, notamment car elle était très fermement refusée par un club de pays emmené par l'Allemagne et les Pays-Bas qui considèrent que les autres pays sont responsables de leurs situations économiques et qu'ils doivent en assumer seuls les conséquences. On les appelle le club des frugaux ou, de manière plus directe, le club des radins.

#### 5) Qu'est-ce que les « recovery bonds » ?

Pour contourner ce refus, une autre piste a été avancée : les « recovery bonds ». Puisque plusieurs États membres refusent l'hypothèse d'une mutualisation de la dette, il s'agirait en fait d'emprunter directement à l'échelon européen. Ce ne serait donc plus les États qui souscriraient l'emprunt mais la Commission Européenne, en garantissant cet emprunt sur le budget de l'Union Européenne.

Ce serait inédit puisque l'emprunt n'est en principe pas utilisé pour financer le budget européen. Celui-ci est intégralement financé par des contributions des différents États membres, par de la TVA, par quelques restes de l'ancienne politique agricole commune (les droits agricoles et les cotisations sucres) et par ce qui lui reste de

droits de douanes après des années de libre-échange (c'est ce que l'on appelle les ressources propres traditionnelles).

Mais cette solution pose plusieurs difficultés.

D'abord, l'ampleur de ce qu'il serait ainsi possible d'emprunter. En effet, les marchés financiers évaluent la capacité d'emprunt d'une entité en fonction de ses capacités de remboursement, et donc du montant mis sur la table pour garantir l'emprunt. Or le budget de l'Union européenne s'élève aujourd'hui à environ 150 milliards d'euros là où le budget de la France est de 330 milliards d'euros et celui de l'Allemagne de 360 milliards. Les ordres de grandeur sont donc très différents : le montant d'un emprunt réalisé à l'échelle européenne serait sans commune mesure avec ce qu'il est possible de faire à l'échelle des États membres. On estime qu'il serait possible par cette solution d'emprunter « plusieurs centaines de milliards », ce qui risque d'être largement insuffisant. Pour donner une idée, le Commissaire européen français, Thierry Breton, a pour sa part estimé le besoin à près de 2000 milliards d'euros pour faire face à la crise.

La deuxième difficulté provient des modalités d'utilisation de l'argent. Lorsqu'un État souscrit un emprunt en son nom, il est libre d'utiliser l'argent comme il le souhaite. Mais si c'est l'Union européenne qui emprunte, il reste ensuite à déterminer comment l'argent est réparti entre les États membres. C'est sur ce point que les désaccords subsistent avec le club des radins. Ces États exigent que cet argent ne soit pas versé aux États mais qu'il leur soit prêté. A l'inverse, les pays de l'Europe du sud plaident pour des subventions, c'est à dire des montants qui ne donneraient lieu à aucun remboursement. Finalement, le sujet du désaccord semble avoir été déplacé mais le désaccord, lui, persiste.

Enfin, il reste la question de la conditionnalité. Pour comprendre ce débat, il faut bien distinguer ici deux types de contrôle que la Commission Européenne exerce sur les budgets des États membres.

Le premier s'inscrit dans ce que l'on appelle le Semestre Européen. Il s'agit d'un dispositif de surveillance des budgets des États pour vérifier le respect des règles qui encadrent les déficits autorisés au sein de l'Union européenne. Dans ce cadre, la Commission Européenne formule chaque année des recommandations de politiques à mettre en place, et elle peut sanctionner les États en cas de déficit jugé excessif. C'est par exemple à travers ces recommandations que la Commission Européenne a formulé 63 recommandations depuis 2011 pour demander la privatisation de certains pans du

secteur de la santé ou la réduction des dépenses publiques dans ce domaine. Ce sont aussi ces recommandations qui sont à l'origine des réformes des retraites mises en place en France ces dernières années.

Mais l'Union Européenne peut aussi mettre en place des programmes de soutien aux États membres pour faire face à des difficultés économiques. Ces programmes comprennent également des conditions. C'est le cas par exemple du Mécanisme Européen de Stabilité (MES) qui a été instauré après la crise de 2008. Le MES permet de lever des fonds sur les marchés financiers pour un montant pouvant aller jusqu'à 700 milliards d'euros pour aider les États en difficulté ou pour participer à des sauvetages de banques privées. L'aide aux États est alors conditionnée à leur engagement dans un programme « de stabilisation des dépenses publiques ». Ici aussi, ces mesures consistent généralement en des mesures de privatisation de secteurs de l'économie ou des attaques contre les systèmes publics de solidarité.

Aujourd'hui, le fait de savoir si les « recovery bonds » seraient assortis de conditions reste un point d'achoppement en Europe. Ces conditions, qui s'apparentent en réalité à des plans d'austérité, sont notamment fermement refusées par les gouvernements italien ou espagnol qui s'appuient pour cela sur l'exemple de la Grèce. Mais elles sont fortement réclamées par l'Allemagne et les Pays-Bas.

Cette semaine, deux eurodéputées de la République en Marche, Stéphanie Yon-Courtin et Valérie Hayer, ont publié une tribune sur ce sujet. Elles prétendent dénoncer « la faute morale de l'opposition » en visant, en particulier, la France insoumise. En effet, selon elles, nous serions opposés à la solidarité européenne puisque nous n'avons pas approuvé la résolution sur le Covid19 votée lors de la dernière séance plénière alors que cette résolution ouvre la voie aux « recovery bonds ».

Dans leur texte, ces deux élues font mine d'ignorer les points de débats que j'ai présentés ci-dessus. Elles écrivent par exemple que « cet argent serait gratuit, c'est à dire que les États ne devraient rien payer » alors que la résolution en question ne précise ni les modalités de distribution (prêts ou subventions), ni les éventuelles conditions qui lui seraient assorties. Elles se vantent du soutien de la droite allemande, sans préciser que c'est justement ce flou qui a permis à la droite allemande de ne pas s'opposer à la mention de cet instrument dans la résolution. Elles n'expliquent enfin pas la raison pour laquelle les élus LREM se sont opposés à un amende-

ment sur la « mutualisation de la dette », proposée par le groupe des Verts.

Mais surtout, elles semblent ne pas voir le problème majeur que posent toutes ces inventions et sur lequel nous allons maintenant nous arrêter.

6) Quelles solutions pour alléger le poids de la dette ?

En effet, le débat européen passe aujourd'hui assez largement à côté du problème. En effet, si les dirigeants européens s'écharpent sur les solutions permettant de réduire les taux d'intérêts des emprunts à venir, ils ne disent rien des dettes publiques déjà accumulées par les États membres. Ils proposent seulement d'alourdir encore les dettes publiques pour faire face à la crise. Ils restent dès lors enfermés dans le même schéma d'accroissement considérable des déficits, augmentant le poids de la dette sur des peuples européens condamnés ensuite à la rembourser pendant des décennies.

Or, les défis qui se présentent devant nous sont immenses et vont nécessiter de très larges investissements publics. Il s'agit bien sûr de la transition écologique qui implique des plans massifs de rénovation thermique des bâtiments ou d'investissements dans les énergies renouvelables. Mais il s'agit aussi de l'objectif de reconstruire un tissu industriel pour reconquérir une souveraineté sur les secteurs les plus stratégiques ou de lancer de vastes programmes de rattrapage pour nos services publics. Or il est clair que ces défis ne pourront pas être accomplis si les États sont écrasés sous le poids de la dette.

7) Est-ce possible d'annuler immédiatement une partie de la dette ?

Comme cela a été présenté ci-dessus, les obligations émises par les États membres sont mises en vente sur les marchés financiers. Elles peuvent ensuite être transmises à d'autres acteurs sur ces mêmes marchés. Elles peuvent aussi être rachetées par la Banque centrale européenne qui a lancé il y a plusieurs années un large programme d'achat d'obligations sur les marchés financiers : c'est ce que l'on appelle le Quantitative Easing (QE - l'assouplissement quantitatif en français). À l'heure actuelle, on estime qu'environ 20% de la dette des États européens est détenue directement par la BCE.

Une première mesure d'annulation peut donc être immédiatement mise en place. Il suffit que la BCE décide que cette dette, ou une partie d'entre elle, soit transformée en une dette perpétuelle, c'est

à dire qu'elle ne demande plus aux États membres de la rembourser et qu'elle fixe son taux d'intérêt à 0%. Des lors, avec l'inflation, cette partie de la dette s'annulerait avec le temps.

Lorsque Jean-Luc Melenchon a défendu cette hypothèse en commission à l'Assemblée Nationale, l'ancien ministre du budget Éric Woerth lui a rétorqué que les prêteurs seraient alors pénalisés. Cette réponse démontre qu'il n'a soit pas bien écouté la proposition, soit qu'il ne l'a pas compris. En effet, puisque la BCE possède déjà ces titres de dette, personne ne serait floué dans cette opération. Seule la Banque centrale européenne enregistrerait une perte, mais celle-ci serait indolore puisqu'elle détient le pouvoir de création monétaire.

Cette proposition n'a rien d'irréaliste : elle était d'ailleurs proposée dès 2017 par France Stratégie et est désormais soutenue par de nombreux économistes, très divers, jusqu'à un libéral chevronné comme Alain Minc. Elle permettrait, dans l'urgence, d'alléger de manière substantielle la charge qui pèse sur les budgets des États.

8) Est-ce qu'on a déjà annulée des dettes dans l'histoire ?

Il existe en effet des précédents historiques. L'Allemagne, qui refuse aujourd'hui toute forme de solidarité, a pourtant bénéficié d'une annulation de dette après la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, le 27 février 1953, c'est près de 60% de la dette de la République fédérale d'Allemagne (l'Allemagne de l'Ouest à l'époque) qui a été annulée suite à une initiative commune des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France. Il s'agissait alors de permettre à un État en pleine reconstruction de se relancer d'un point de vue économique. Bien sûr, cette initiative n'était pas dénuée de motivations géopolitiques. Elle visait à contenir la progression du bloc de l'Est en permettant l'émergence d'un État stable et central en Europe. Et le développement économique devait permettre de contenir la progression du mouvement communiste dans les classes populaires allemandes.

9) Comment financer les futurs investissements ?

L'annulation de la partie de la dette détenue par la Banque centrale européenne ne réglera évidemment pas toutes les difficultés. Elle permettrait de faire baisser immédiatement la pression sur les États membres mais ne résoudrait pas le problème des investissements à venir. C'est pourquoi il faut aussi mettre sur la table des solutions pour demain.

D'abord, le programme des rachats des obligations de dette publique par la BCE, tel qu'il a été mis en place depuis 2015, devrait se poursuivre. Il serait alors possible de répéter des opérations d'annulation sur la base des nouveaux titres achetés.

Il faut dire ici que ce programme est aujourd'hui menacé suite à la décision prise cette semaine par la cour de Karlsruhe, l'équivalent de notre Conseil constitutionnel en Allemagne. Elle vient en effet de considérer que ce programme pouvait contrevenir aux traités européens qui interdisent à la Banque Centrale Européenne de prêter directement aux États. Elle a laissé trois mois à la BCE pour présenter des arguments, de telle sorte que cette décision n'a pas d'impact immédiat sur l'existence de ces programmes. Elle envoie néanmoins un signal politique clair qui s'est traduit immédiatement par une forte hausse des taux italiens sur les marchés.

En tout état de cause, quelque soit la pérennité de ces programmes, cette solution ne peut pas être la seule car elle ne met pas un terme à la dépendance des États membres vis à vis des marchés financiers. C'est pourquoi il faut permettre à la BCE de financer directement les États, comme le font déjà la Réserve fédérale américaine et le Trésor britannique. Il faudrait pour cela réécrire ses statuts afin de flécher l'argent directement dans des projets d'intérêt général, plutôt que de nourrir la bulle financière spéculative. Bien sûr, cela nécessite de modifier les traités européens, ce qui peut sembler complexe.

Mais il faut rappeler que les traités ne sont finalement que des bouts de papier. Ils ne résistent pas à la volonté politique comme l'avait déjà montré la crise des dettes souveraines. A l'époque, pour éviter un effondrement des banques allemandes et françaises, les États se sont affranchis des règles leur interdisant de répondre des engagements d'un État membre ou de les prendre à leur charge (l'article 125 du TFUE). Ils ont conclu un traité intergouvernemental en dehors du cadre du droit de l'Union pour instituer le Mécanisme européen de stabilité et ont modifié en une nuit (entre le 16 et le 17 septembre 2010) le traité de Lisbonne pour rendre cela possible. De même, comme le rappelle à sa manière la décision de la cour de Karlsruhe, les opérations d'assouplissement quantitatif de la BCE (le rachat de dettes sur les marchés secondaires) sont le fruit d'une interprétation « souple » de l'interdit absolu érigé dans les traités (l'article 123 du TFUE).

Il est donc évident que tout dépend de la volonté politique et du résultat des rapports de force en Europe. Pour le comprendre, il faut sortir de la naïveté qui consiste à penser que la construction européenne est dénuée d'intérêts nationaux. Le fonctionnement



actuel de la zone euro n'est pas une erreur : il est le résultat d'une domination des intérêts économiques des uns sur les autres. Les Pays-Bas, comme l'Allemagne, poussent à ce type de règle car leur richesse est basée sur les excédents qu'ils se font sur les déficits commerciaux des États du Sud. Et si ils refusent aujourd'hui toute forme de solidarité, c'est parce qu'ils espèrent profiter de la crise pour affaiblir leurs concurrents directs (France, Italie, Espagne) qui sont les 2ème, 3ème et 4ème économie de la zone.

Qu'en est-il de France dans cette situation ? Malgré son poids démographique, sa position économique, et sa contribution nette au budget de l'Union européenne, elle semble bien absente du rapport de force. Prisonnière du mythe du couple franco-allemand auquel elle est la seule à croire encore, elle se refuse à construire un véritable rapport de force sans lequel rien n'est possible en Europe et préfère tenter de conjuguer des intérêts contradictoires. Les déclarations enthousiastes de Bruno Lemaire à l'issue de l'Eurogroupe puis du président Macron à l'issue du Conseil européen peinaient à masquer cette impuissance. Pourtant, la France ne devrait pas compter pour rien en Europe.

10) Quelle est la position des différences forces politiques en France ?

Au Parlement Européen, nous avons porté cette ensemble de propositions (annulation de la dette détenue par la BCE puis remise en cause de son indépendance) dans un amendement à la résolution examinée lors de la dernière séance plénière. Il a été voté par les eurodéputés français du Parti socialiste (mais pas par leur groupe) et par l'ensemble des membres de notre groupe de la GUE. Mais il a été refusé par les eurodéputés d'EELV, de LREM, de LR et du RN.

Le vote des eurodéputés membres d'EELV est assez surprenant. Il va à rebours de leur position traditionnelle puisque le groupe Vert s'est prononcé à plusieurs reprises pour la fin de l'indépendance de la BCE. Pour le justifier, plusieurs eurodéputés écologistes ainsi que le secrétaire général d'EELV Julien Bayou ont dénoncé le fait que cette solution ne prévoyait pas de conditions écologiques à l'action de la BCE. C'est une bien curieuse justification.

D'abord parce qu'il s'agissait ici de se prononcer sur un mécanisme d'annulation de la dette et sur la possibilité d'un financement direct de la BCE, pas de fixer des conditions écologiques à un soutien financier. De la même manière, l'amendement du groupe des Verts, appelant à la « mutualisation des dettes européennes », ne

prévoyait pas ce type de conditions car ce n'était tout simplement pas le sujet !

Mais surtout, il faut comprendre qu'aujourd'hui, lorsque les États s'endettent sur les marchés financiers, il n'y a bien sûr aucune autre condition que celle de la solvabilité financière. Je ne ferai pas l'offense à Julien Bayou de penser qu'il puisse miser sur les banques pour introduire à l'avenir des conditions écologiques à leur achat d'obligations publiques. Il me paraît donc plus prudent de remettre cette décision dans les mains de la décision politique des États. Et de s'organiser politiquement pour faire en sorte que les peuples européens élisent des majorités privilégiant les investissements écologiques et sociaux.

Enfin, et c'est le plus important, toute personne sensible à l'urgence écologique devrait pouvoir être convaincue par le fait que la montagne de dettes accumulées risque d'handicaper les investissements indispensables pour la transition écologique. L'annulation de la dette, et le financement direct des États par la BCE, sont donc des mesures à la fois sociales (parce qu'elles visent à éviter les plans d'austérité à venir), de souveraineté (parce qu'elles visent à sortir les États d'une dépendance vis à vis des marchés financiers) mais aussi écologiques puisqu'elles doivent permettre de libérer des marges de manœuvres financières pour les défis de demain. Je forme dès lors le vœu qu'ils ne persisteront pas dans ce qui me semble être une erreur majeure.

Dans ce long billet, j'ai souhaité présenter en détail les défis des discussions qui se déroulent aujourd'hui à l'échelle européenne. Malgré leur complexité, je crois en effet que les peuples doivent pouvoir s'emparer de ces débats. Car ce qui se joue aujourd'hui conditionnera notre avenir pendant plusieurs décennies.